

Date : Mercredi 24 Janvier 2024

Horaire : 19:00

- 1 1. Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2024.
Délibération: Débat et rapport d'orientations budgétaires 2024
Rapport - Annexe: ROB 2024
- 2 2. Modification des statuts de la Communauté de communes MACS - transfert de compétence « soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire » - réalisation d'un schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche - Autres modifications.
Délibération - Modification des statuts de la Communauté de communes MACS
- 3 3. Signature d'une convention pour la mise à disposition de conteneurs et travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets au carrefour de l'avenue Marcel Prévost et avenue Jean Duboscq.
Délibération - Signature d'une convention pour la mise à disposition de conteneurs
- 4 4. Convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Communauté de communes MACS en vue de la passation de marchés publics ou d'accords-cadres pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique.
Délibération - groupement de commandes avec la Communauté de communes MACS en vue de la passation de marchés publics ou d'accords-cadres pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique.

- 5 5. Signature d'une convention de servitude avec Enedis pour la mise en place d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée AT 120 appartenant à la commune.
Délibération - Signature d'une convention de servitude avec Enedis
- 6 6. Désignation de 5 élus pour siéger au conseil d'administration de l'association Office de tourisme d'Hossegor.
Délibération - Désignation de 5 élus pour siéger au conseil d'administration de l'association Office de tourisme d'Hossegor
- 7 7. Approbation du périmètre délimitant le domaine portuaire comprenant le port de Capbreton et le lac d'Hossegor.
Délibération - Approbation du périmètre délimitant le domaine portuaire comprenant le port de Capbreton et le lac d'Hossegor
- 8 8. Rapport annuel 2023 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO).
Délibération - Rapport annuel 2023 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
- 9 9. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste secours à la plage centrale.
Délibération - Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste secours à la plage centrale.
- 10 10. Sollicitation de subventions dans le cadre de travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes équipements des publics au cimetière.
Délibération - Sollicitation de subventions dans le cadre de travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes équipements des publics au cimetière

- 11 11. Mise à jour des commissions municipales et de leur composition.
Délibération - Mise à jour des commissions municipales et leur composition
- 12 12. Mise à jour des membres de la commission d'appel d'offres (CAO)
Délibération - Mise à jour des membres de la commission d'appel d'offres (CAO)
- 13 13. Mise à jour des membres de la commission de délégation de services publics (CDSP)
Délibération - Mise à jour des membres de la commission de délégation de services publics (CDSP)
- 14 14. Ouverture de poste sur le grade d'ingénieur principal à compter du 1er février 2024.
Délibération - Ouverture de poste sur le grade d'ingénieur principal à compter du 1er février 2024
- 15 15. Ouvertures de postes de contractuels pour "accroissement temporaire d'activité".
Délibération - Ouvertures de postes de contractuels pour "accroissement temporaire d'activité".
- 16 16. Ouvertures de postes de contractuels pour "accroissement saisonnier d'activité".
Délibération - Ouvertures de postes de contractuels pour "accroissement saisonnier d'activité"
- 17 17. Création d'emploi temporaire "Remplacement".
Délibération - Création d'emploi temporaire "Remplacement"
- 18 DECISIONS DU MAIRE
Annexe - Marché de travaux pour la sécurisation des modes de déplacement doux de Soorts à Hossegor
Annexe - Demande de subventions Salon du Livre 2024



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-001 : Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Monsieur Édouard DUPOUY, Adjoint au Maire en charge des finances, rappelle que le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est la première étape importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du budget primitif 2024. Il doit permettre au Conseil Municipal de débattre sur les priorités de la politique municipale.

Il présente les engagements de la Ville de manière concrète, en les inscrivant dans les contextes international, national et local qui les impactent. Conformément à la réglementation, le ROB précise notamment la structure et la gestion de la dette. Le Conseil Municipal doit également être informé des orientations concernant les niveaux de dépenses, les projections en matière de recettes et les équilibres en résultant.

VU l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

CONSIDÉRANT que ces orientations budgétaires ont été examinées en Commission des finances du 18 décembre 2023 et en Commission générale du 9 janvier 2024.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires sur la base du rapport et des documents transmis aux conseillers municipaux (informations sur le contexte économique et financier national et local d'élaboration du budget, évolution prévisionnelle de dépenses et de recettes, en fonctionnement et en investissement, évolution du besoin de financement, structure et gestion de la dette ...).

PRÉCISE que le présent rapport d'orientations budgétaires, sera transmis au représentant de l'État dans le département, à la disposition du public à l'hôtel de ville et mis en ligne sur le site internet de la Commune.


PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire


- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

POUR LE BUDGET 2024

Conseil municipal
Séance du 19 janvier 2024

SOMMAIRE

Le mot du maire	3
Introduction	6
I. LES RECETTES DE LA COMMUNE	14
1. LA FISCALITE DIRECTE	14
2. LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ET LE FONDS DE PEREQUATION COMMUNAL ET INTERCOMMUNAL	18
3. SYNTHESE DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT ET PROJECTION JUSQU'EN 2024.....	20
4. LA STRUCTURE DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	21
II. LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	23
1. LES CHARGES A CARACTERE GENERAL ET LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE.....	23
a. <i>Les dépenses de fluides</i>	24
b. <i>Les charges de personnel</i>	24
3. LA PART DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT RIGIDES DE LA COMMUNE	26
4. SYNTHESE DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	27
5. LA STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	29
III. L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE	30
1. L'EVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE	30
2. LA SOLVABILITE DE LA COMMUNE.....	31
IV. LES INVESTISSEMENTS DE LA COMMUNE	32
1. LES EPARGNES DE LA COMMUNE	32
2. LES DEPENSES D'EQUIPEMENT	35
3. LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	38
4. LES BESOINS DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2024	38
V. LES RATIOS DE LA COMMUNE	40

Le mot du maire

Le débat d'orientation budgétaire (DOB), est comme son nom l'indique une discussion sur le devenir financier de la commune. Il rend compte de nos intentions dans les grandes lignes concernant les actions que nous souhaitons mener dans l'année afin que la ville soit toujours plus attractive et qu'elle continue de prospérer.

Nous le constatons chaque jour en comparaison avec d'autres communes de même taille, Soorts-Hossegor est une ville apaisée, sécuritaire où il est possible de vivre en harmonie, c'est pourquoi nous nous appliquons en tant qu'élus à la préserver en prenant en compte ses particularités. Ainsi depuis plus de trois ans, nous avons tenu à valoriser la conservation de son patrimoine, à commencer une série de rénovations qui se poursuivra dans les années à venir tout en s'adaptant à la fréquentation de plus en plus importante de touristes qui viennent nous visiter tout au long de l'année.

Pour tenir nos objectifs précités nous nous devons de nous doter d'une organisation communale à la hauteur de nos ambitions. Maintenant, en complément des actions déjà entreprises nous allons nous concentrer sur le projet phare de notre mandat : « réhabiliter le Sporting-Casino ».

En 2020, notre équipe municipale débutait son mandat en affrontant une crise sanitaire inédite, impactant les finances de la Ville sur les années suivantes. Lors du mandat précédent, certaines recettes ont pu être générées (vente de patrimoine immobilier) nous octroyant un restant de trésorerie qui a permis d'absorber en partie les effets de cette crise. Nous avons ainsi pu répondre aux défis posés en termes d'accompagnement des plus fragiles d'entre nous et de soutien des acteurs économiques.

Depuis 2022, Soorts-Hossegor a aussi dû faire face aux impacts liés à l'accélération de l'inflation lui demandant de s'adapter dans sa gestion et son fonctionnement.

Dans un contexte énergétique encore très incertain pour 2024, ce rapport d'orientations budgétaires est le reflet d'une stratégie de résilience de notre collectivité. Il s'agit de nous permettre de retrouver le plus rapidement possible une situation financière confortable permettant de continuer d'investir pour notre avenir, d'améliorer la qualité de vie des habitants, de renforcer l'attractivité par l'adaptation de la ville au changement climatique. Dans le futur nous devrions pouvoir continuer d'investir tout en maîtrisant notre budget.

Depuis notre prise de fonction et avant 2023, nous n'avions pas souscrit d'emprunt. L'endettement communal est donc faible. De plus, d'ici la fin 2026 nous devrions être dans une situation encore plus confortable car deux emprunts seront clôturés : celui de la réhabilitation des écoles et celui de la crèche. C'est pourquoi, même si nous devons recourir à l'emprunt pour financer les travaux de sécurisation des modes de déplacement doux entre Soorts et Hossegor et pour la réhabilitation du Sporting-Casino, nous nous engageons à rester avec une capacité de désendettement dans la limite de 7 ans. La loi nous permet d'aller jusqu'à 12 ans.

La priorité de notre équipe municipale est de préserver Soorts-Hossegor, ce qui fait son charme, son histoire en continuant de rester moderne. Ainsi nous souhaitons pouvoir favoriser l'accession à la propriété, proposer des solutions d'hébergement pour les saisonniers pour aider nos entreprises locales, soutenir des projets d'ordre privé qui vont inciter les entreprises mais aussi les étudiants à venir sur notre territoire, la ville doit aller de l'avant et rester dynamique pour un avenir prometteur.

Notre équipe a pris la suite des précédentes mandatures, c'est ce que l'on appelle l'héritage républicain. Des investissements ont été réalisés par ces dernières : le bourg de Soorts, l'avenue de la grande Dune, le centre-ville, l'Ehpad, la crèche ou l'acquisition « malencontreuse » d'un terrain et d'une maison dans les Barthes. C'est un héritage que nous nous devons d'assumer tout en engageant de nouvelles actions de rénovation du patrimoine communal. Ainsi, nous avons rénové le bâtiment qui abrite la Police Municipale, qui était alors vétuste et nous avons continué l'opération de réfection des appartements de la ville pour offrir de meilleures conditions de vie à nos locataires.

Maintenant, il nous faut sans tarder nous pencher sur le cas du Sporting-Casino. En effet il est corrodé au niveau de ses coursives, son « Bengali » est complètement insalubre et son dernier étage est quant à lui laissé à l'abandon. Nous souhaiterions aussi que le restaurant puisse offrir un cadre plus accueillant et une nouvelle formule. N'oublions pas la piscine, les vestiaires à créer, l'entrée et les couloirs à repenser pour moderniser l'équipement.

Ce projet nous tient à cœur. Pour cela, le budget 2024 donnera une perspective de ce nous allons engager en restant raisonnables et prudents. Nous sommes à deux ans et demi d'une prochaine élection et nous ne voulons en aucun cas mettre la prochaine équipe en place dans une quelconque difficulté et laisser la ville sans marge de manœuvre. C'est pour cela que ces engagements, qui sont les nôtres, seront réalisés par étapes. En effet nous pourrons engager successivement des tranches qui redonneront progressivement vie au site et qui pourront de ce fait générer des premières rentrées financières absorbant le remboursement de l'emprunt futur. Celui-ci sera modulable et s'adaptera aux tranches de travaux engagées. Nous aurons donc au bout de deux ans environ les moyens de commencer à exploiter le Sporting.

A charge à ceux qui auront la mairie en main à partir de 2026 d'arrêter ou de continuer cette rénovation d'envergure. Ils effectueront alors ce choix en connaissance des recettes communales et d'exploitation du futur Sporting-Casino (revenus DSP, concessions ...). Nous aurons quant à nous bien entendu tenu notre promesse de campagne en menant notre projet à bien sans avoir eu recours à l'augmentation des impôts.

Les finances de la Ville sont saines. La volonté de l'équipe municipale est de poursuivre dans cette idée pour faire en sorte de conserver une certaine souplesse dans ses actions. La projection financière montre que nous sommes raisonnables et sérieux dans nos engagements.

Hormis les travaux d'envergures, nous allons continuer à poursuivre notre politique sécuritaire avec la création de nouvelles pistes cyclables, l'implantation de nouvelles caméras qui manquent dans certains quartiers de la ville, la rénovation dans la mesure du possible et en collaboration avec MACS de certaines routes ou avenues endommagées.

Aussi, parmi les autres sujets importants liés à notre environnement, nous souhaitons pérenniser l'entretien du Lac, des Barthes et gérer au mieux leur exploitation. Nous allons engager une étude d'exploitation d'électricité pour notre propre consommation et aussi poursuivre notre plan lumière, en passant aux ampoules LEDs, ce qui nous déjà a permis d'économiser 30 % de notre consommation. Dans le même sens, nous continuons le plan d'assainissement et le plan incendie qui met en sécurité les maisons et bâtiments (protection incendie à moins de 200 m). Des actions non visibles mais qui contribuent au bien-être de tous.

Nous continuerons aussi à proposer divers évènements, c'est une priorité pour notre municipalité qui souhaite faire perdurer l'attractivité de la ville. Ainsi le SwimRun, les évènements liés au surf, l'Infinity trail, la Fête du centre, le Salon du livre, le Latinossegor, la Fête de la plage, ou encore les animations

autour des fêtes traditionnelles : Pâques, Halloween ou Noël etc. feront toujours partie de la programmation annuelle de la ville.

Enfin, nos services de proximité poursuivent l'accompagnement de nos habitants dans toutes les étapes de leur vie. Nos anciens peuvent bénéficier de l'aide et des animations du CCAS qui organise des évènements comme la Semaine bleue, de l'EHPAD qui propose à ses résidents des sorties et animations régulières. Pour les plus jeunes, nous souhaitons par le biais de la crèche, des structures extra et périscolaires mais aussi de nos écoles, leur donner une qualité de vie exceptionnelle.

Comme vous le lisez, l'année sera intense et sérieuse. Nous allons détailler ces actions et projets à venir par des chiffres dans ce rapport d'orientations budgétaires.

Christophe VIGNAUD
Maire de Soorts-Hossegor

Introduction

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), prévoit que « dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ». Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

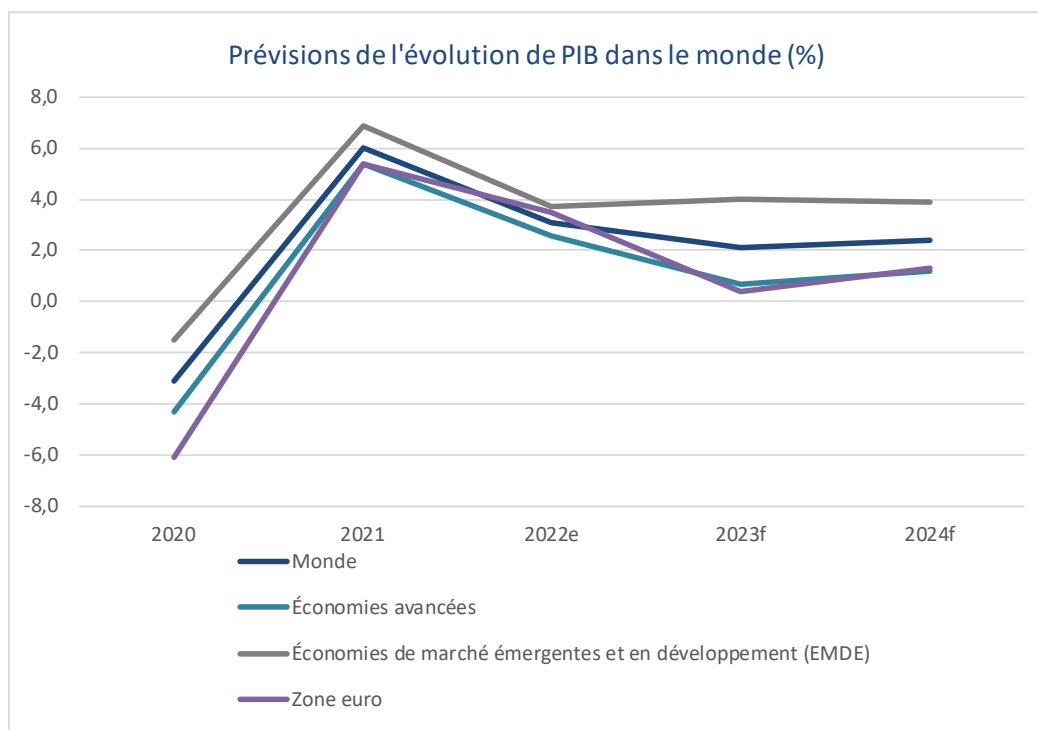
Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au débat d'orientations budgétaires (DOB) en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Ainsi, ce rapport d'orientation budgétaire débutera par un rappel du contexte économique au moment de l'élaboration de ce document.

Il présentera ensuite les éléments du projet 2024. Ces prévisions et orientations financières seront détaillées pour l'ensemble des budgets communaux. Il dressera également un état de la dette projetée au 31 décembre 2024, détaillera les investissements, les épargnes brutes et nettes de la commune. Pour finir, une présentation des ratios communaux pour la période 2021-2024 clôturera le document.

Le contexte macroéconomique

Instabilité face à la montée des taux d'intérêts.



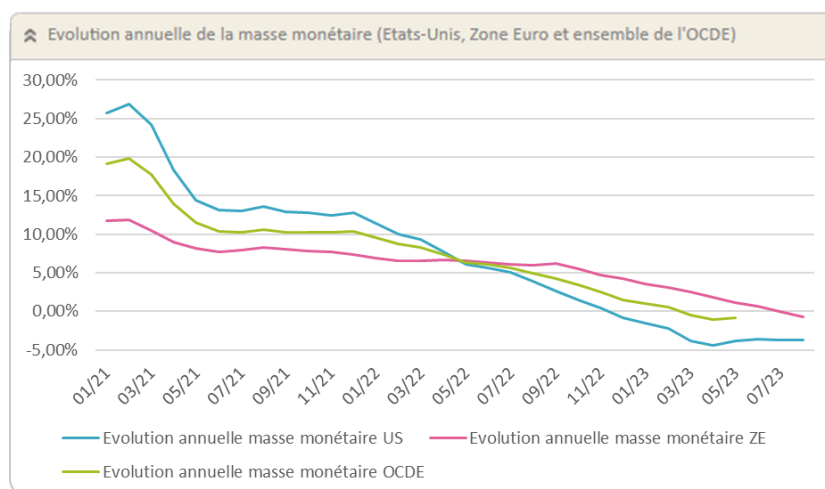
L'économie mondiale traverse une période d'incertitude, avec une croissance qui montre des signes de ralentissement. Pour 2023, les prévisions tablent sur une croissance de 2,1 %, en recul par rapport à l'année précédente.

Les pays émergents, hors grandes puissances, semblent être les plus touchés avec une croissance estimée à 2,9 %, en baisse par rapport à l'année précédente. L'emploi, souvent considéré comme un rempart contre la pauvreté, est mis à mal par ce ralentissement. Toutefois, il est important de rappeler que ces tendances ne sont pas gravées dans le marbre et peuvent être inversées avec des efforts concertés.

Un autre défi majeur est le durcissement des conditions de crédit. De nombreux pays émergents se voient désormais privés d'accès aux marchés financiers internationaux, ce qui complique leur situation, surtout pour ceux déjà en situation financière précaire.

Les pays à faible revenu sont dans une situation particulièrement délicate. Beaucoup d'entre eux pourraient voir leur revenu par habitant en 2024 inférieur à celui de 2019. De plus, la montée des taux d'intérêt, notamment aux États-Unis, pèse lourdement sur ces économies, augmentant le risque de crises financières.

En ce qui concerne l'inflation, elle sera plus forte que prévue, et, côté BCE, plus durable, l'institution ne voyant pas de retour à sa cible statutaire de 2,00% avant 2025 voire 2026. Fortes de ce constat et de ces anticipations, dont une partie reste exogène aux décisions monétaires (guerre en Ukraine, situation économique chinoise ou encore décisions des pays membres de l'OPEP), les principales banques centrales ont démarré une restriction monétaire rapide et brutale dans l'objectif de contenir la hausse des prix. L'ampleur de la restriction monétaire peut se mesurer au recul de la masse monétaire entre 2021 et 2023 (taux de variation annuel) :

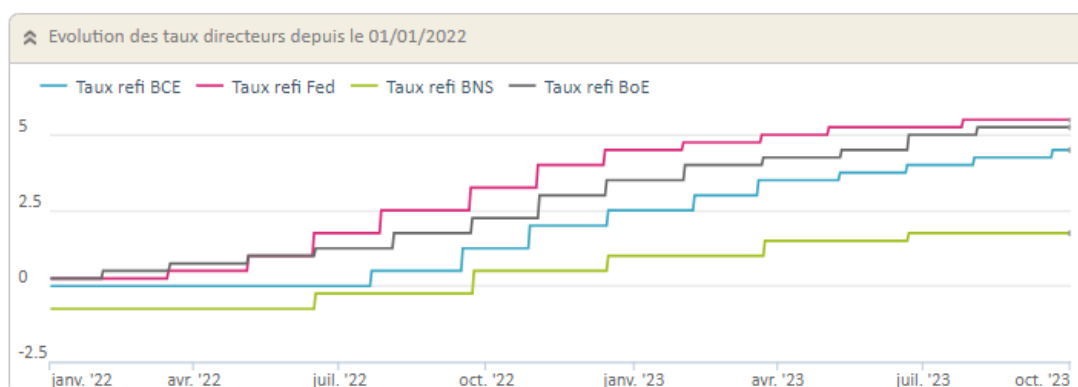


Ainsi, en janvier 2021, la masse monétaire avait crû de près de 26% aux Etats-Unis par rapport à janvier 2020 (soutien monétaire dans le cadre de la pandémie de COVID-19). En août 2023, la masse monétaire américaine a diminué de 3,67% par rapport à août 2022.

L'inflation a nettement reflué en 2023 par rapport à ses pics de 2022, tant aux Etats-Unis où elle tend vers 3,7% en août 2023 qu'en zone Euro où elle est descendue à 5,2% en août 2023 – avec de fortes disparités selon les Etats membres.

Ces résultats ont été obtenus dans les deux zones monétaires au prix :

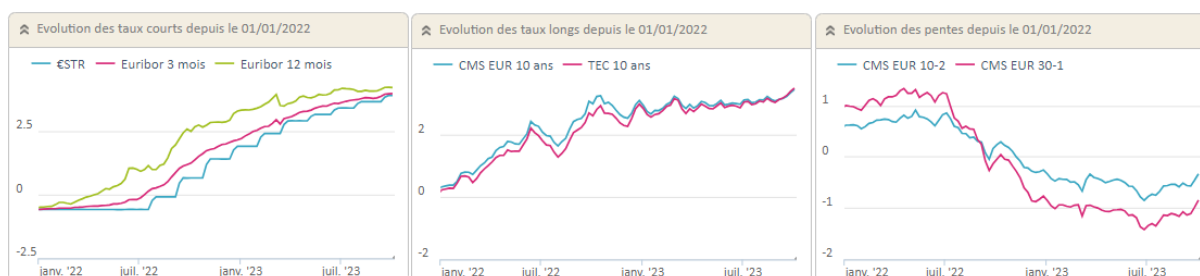
- d'une hausse des taux directeurs, le taux de refinancement de la BCE atteignant des plus hauts historiques
- d'une réduction du bilan, par l'arrêt définitif des réinvestissements des actifs acquis au cours des différents quantitative easing (en dehors des rachats liés à la pandémie, épargnés jusqu'en 2024).



A l'exception de la Banque du Japon qui a conservé une politique monétaire accommodante, toutes les banques centrales, y compris la Banque nationale suisse, ont augmenté brutalement leurs taux directeurs sur les deux derniers exercices :

- Nul au 1er janvier 2022, le taux de refinancement de la BCE atteint 4,50% en septembre 2023 (+4,50%, dont +2,00% en 2023)
- Egal à 0,25% au 1er janvier 2022, le taux de refinancement de la FED atteint 5,50% en septembre 2023 (+5,25% dont + 1,00% en 2023)
- Egal à 0,25% au 1er janvier 2022, le taux de refinancement de la BoE atteint 5,25% en septembre 2023 (+5,00%, dont +1,75% en 2023)
- Egal à -0,75% au 1er janvier 2022, le taux de refinancement de la BNS atteint 1,75% en septembre 2023 (+2,50%, dont +0,75% en 2023)

Cette restriction monétaire s'est ressentie sur l'ensemble de la courbe des taux : les taux courts ont augmenté au rythme des annonces des banques centrales, quand les taux longs étaient impactés par le retrait massif de liquidités des banques centrales. Les pentes se sont progressivement dégradées, jusqu'à atteindre un plus bas historique en début d'été 2023 :



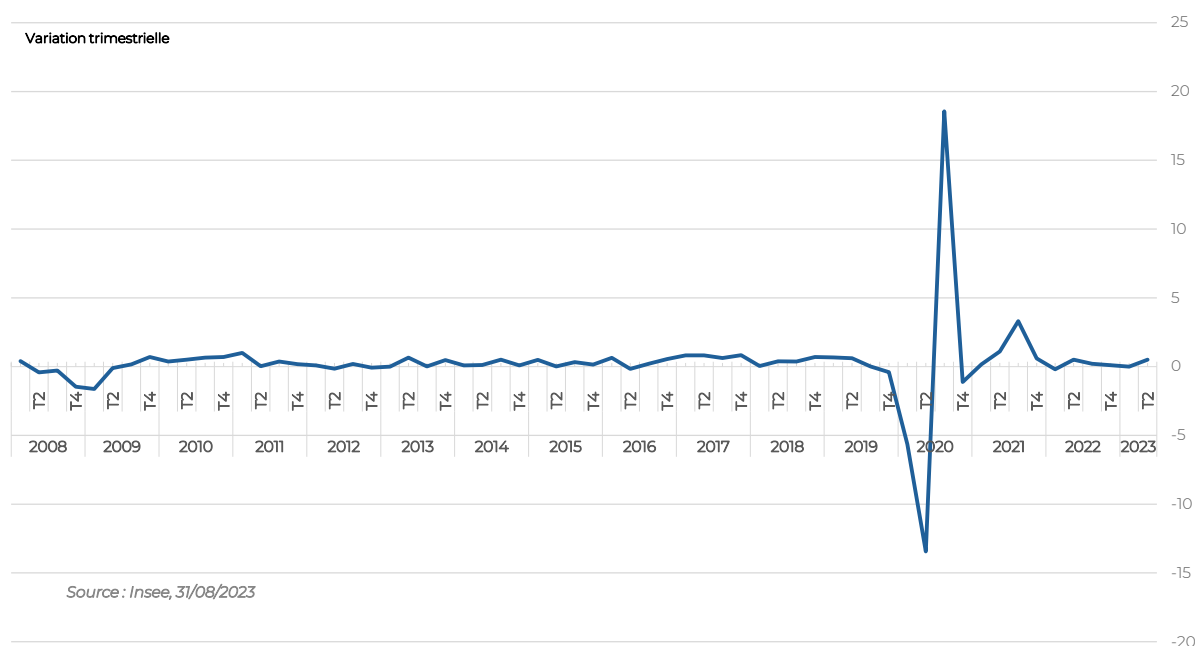
Si les analystes veulent volontiers croire à une pause de la FED sur ses taux directeurs, une telle stratégie devra se confirmer par un recul durable de l'inflation outre-Atlantique, alors que la hausse des prix reste bien supérieure à la cible de la FED.

En zone Euro, les prévisions d'inflation restent élevées, et d'autant plus que l'Union Européenne est pleinement engagée dans le plan Next Generation EU. La mise en œuvre de politiques volontaristes en matière environnementale (au-delà de la seule réduction des émissions de CO₂) aura nécessairement un effet prix à moyen terme, que ce soit sur l'alimentation (Plan « de la ferme à l'assiette »), sur l'énergie ou sur l'industrie (taxe carbone aux frontières). La BCE n'est donc pas nécessairement au bout de ses

hausse de taux directeurs, d'autant qu'avec une inflation supérieure à 5,0% alors que le taux de refinancement n'est « que » de 4,50%, le taux réel demeure négatif en zone Euro. Les prochaines décisions de la BCE seront donc à surveiller de près en 2024.

Le contexte national

Evolution du PIB en France (en %)



Points clés de la projection France							
(croissance en %, moyenne annuelle)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PIB réel	1,9	-7,7	6,4	2,5	0,9	0,9	1,3
IPCH	1,3	0,5	2,1	5,9	5,8	2,6	1,8
IPCH hors énergie et alimentation	0,6	0,6	1,3	3,4	4,2	2,8	2,1
Investissement total	4,1	-8,9	11,5	2,2	-0,2	1	1
Consommation des ménages	1,9	-7,2	4,7	2,8	0,6	1,7	1,7
Pouvoir d'achat par habitant	2,2	0	2,3	2,3	0,9	-1,1	1,1
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	15	21	18,7	17,5	18,2	17,4	16,8
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	8,5	8,0	7,9	7,3	7,2	7,5	7,8

Source : Banque de France, Septembre 2023

L'économie française devrait connaître une croissance du PIB de 0,9 % en 2023, soutenue par une croissance robuste au premier semestre.

Toutefois, des défis tels que la hausse des prix de l'énergie et une demande mondiale réduite pourraient ralentir la croissance à 0,9 % en 2024 et 1,3 % en 2025. L'inflation, après avoir atteint un sommet en 2023, devrait reculer pour se stabiliser à 4,5 % d'ici la fin de l'année, avec une prévision de retour à 2 % en 2025.

Enfin, le taux d'endettement public de la France devrait se maintenir à environ 110 % du PIB en 2025, un chiffre nettement supérieur à la moyenne de la zone euro.

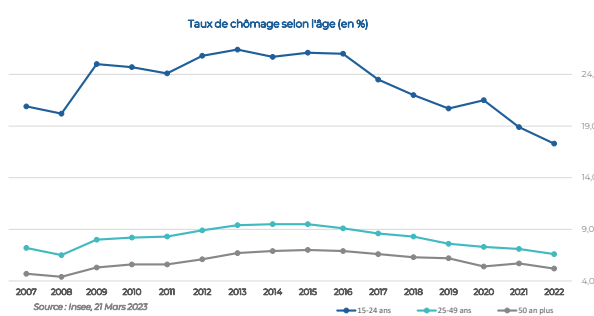
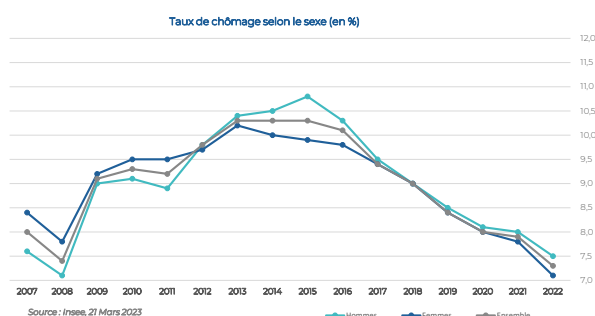
L'économie française a montré des signes de résilience malgré un contexte international peu favorable. Le pouvoir d'achat des ménages devrait progresser, principalement grâce à la reprise des salaires réels (en tenant compte de l'inflation).

Les entreprises, quant à elles, maintiendraient une situation stable avec un taux de marge légèrement supérieur à celui d'avant la crise COVID.

Par ailleurs, l'inflation, influencée par les fluctuations des prix de l'énergie, devrait suivre une trajectoire baissière. Enfin, les tensions sur les prix des matières premières, bien que présentes, sont différentes des chocs précédents, notamment ceux liés à l'invasion russe en Ukraine.

Pour ce qui est du taux de chômage :

- Il a légèrement augmenté au deuxième trimestre 2023 malgré une croissance positive du PIB et de l'emploi. Cette hausse est due à une augmentation plus forte que prévu de la population active. Également attribuée à une réaction retardée de l'emploi face au ralentissement antérieur de l'activité.
- Le taux de chômage, qui était de 7,2 % au deuxième trimestre 2023, augmenterait progressivement pour atteindre 7,8 % à la fin de 2025. Ce niveau de chômage en 2025 serait toutefois inférieur à celui observé avant la crise COVID



Les mesures du PLF 2024 relatives aux collectivités

Vous trouverez, ci-après, tout ce qu'il y a à savoir sur les mesures présentées dans le Projet de Loi de Finances pour 2024 déposé le mercredi 27 septembre 2023 à l'Assemblée Nationale.

Fiscalité locale

Tout d'abord, la **suppression de la CVAE** continue à faire parler d'elle, et bien que le PLF n'en parle pas, la compensation de sa suppression s'invitera dans les débats parlementaires à n'en pas douter. En effet, un décret reconduisant pour 2024 le mode de répartition 2023 de la dynamique de la CVAE via le Fonds d'attractivité économique des territoires (FNAET) et ébauchant les règles de répartition définitives à compter de 2025 soulève des questions, notamment quant à sa prise en compte des nombreux cas où les effectifs d'entreprises, critère décisif dans le calcul de cette répartition, sont répartis dans des établissements disséminés dans plusieurs communes mais dépendant d'une seule entreprise effectuant sa déclaration sociale nominative dans une seule et même commune.

En matière de fiscalité foncière, l'anticipation d'un glissement de l'IPCH de novembre 2022 à novembre 2023 de **4%**, annonçant une **revalorisation** d'autant pour les **VLC** a fait ressurgir le spectre du plafonnement de cette revalorisation, dans le but de protéger le citoyen, qui se voit confronté à une hausse de 15,2 % de ses bases en 3 ans (3,5% en 2022, 7,1% en 2023, 4% en 2024). **Le PLF ne prévoit cependant pas cette option**, l'initiative étant « laissée à la volonté parlementaire » par l'exécutif.

L'IFER télécommunications fixes qui était au centre de revendications de la part des opérateurs télécoms se voit plafonné quant à son montant national à hauteur de 400M€, annonçant pour 2024 un dynamisme moins élevé que les autres IFER.

Une exonération de 15 ans à destination des logements sociaux construits il y a plus de 40 ans et faisant l'objet d'une rénovation énergétique est instituée, dans un esprit d'incitation à l'économie d'énergie, et à la lutte contre le logement dans de mauvaises conditions.

L'article 25 du PLF 2024 prévoit la création du prélèvement sur les recettes de l'Etat (PSR) visant à compenser la perte de recettes issue de la réforme et de l'extension du périmètre d'application de la majoration de la THRS à laquelle sont confrontées certaines communes.

Enfin, le dispositif Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) est prorogé pour 2024 avec les exonérations de taxe qui y sont attachées. Dans le même esprit, une refonte des ZRR BER et ZoRCoMiR en un dispositif unique nommé France Ruralité Revitalisation permettant des allègements fiscaux est annoncée pour une application en 2025.

DGF du bloc communal

Côté dotations, le gouvernement a décidé cette année encore d'abonder plus que d'habitude l'enveloppe globale de DGF du bloc communal, avec un abondement à hauteur de 220 M€, répartis pour 100M€ sur la dotation de solidarité rurale (DSR), et notamment 60% sur sa fraction « péréquation », pour 90M€ sur la dotation de solidarité urbaine (DSU) sans écrêter la dotation forfaitaire (DF) pour les communes et pour 30M€ sur la dotation d'intercommunalité (DI) pour les intercommunalités, qui se voit abondée de 90M€ au total, 60M€ écrêtés sur la dotation de compensation (DC) étant ajoutés aux 30M€ mentionnés précédemment.

La dotation nationale de péréquation (DNP) voit une garantie de sortie être instaurée sur sa part majoration la première année de sortie d'éligibilité à cette part, à hauteur de 50% du montant perçu au titre de cette part l'année précédente.

Le critère de revenu par habitant intervenant dans le calcul de la part cible de la DSR est remplacé par la moyenne des 3 dernières années, dans l'objectif de stabiliser les bénéficiaires de cette fraction.

Autres dotations

La dotation de soutien aux aménités rurales :

Instaurée par le PLF 2024, elle vise à étendre le périmètre d'application de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité. Dotée de 100 M€, cette dotation s'adresse à toute commune rurale dont une partie au moins du territoire se situe sur ou jouxte une zone protégée.

La dotation pour les titres sécurisés :

Ses critères sont remaniés, donnant à l'utilisation d'un module dématérialisé de prise de rendez-vous une importance supérieure.

La dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux :

La garantie de l'Etat sur les sommes payées en assurance pour la protection fonctionnelle des élus voit son périmètre étendu aux communes de – de 10 000 habitants.

Aides

La construction du PLF 2024 est volontairement articulée autour d'une sortie de la stratégie des aides mises en place dans le cadre de la crise.

Si des dispositifs touchant les ménages comme la réduction spéciale de l'accise sur l'électricité sont prorogés, il n'en est pas de même pour le filet de sécurité ni pour l'amortisseur électricité dans la version première du PLF.

Mini-réforme des indicateurs

La réforme du calcul des indicateurs financiers continue son application progressive via la fraction de correction.

La CVAE est remplacée par sa fraction de TVA compensatoire dans les indicateurs concernés

Extension du FCTVA

Le périmètre du FCTVA est étendue aux **dépenses liées à l'aménagement de terrains**. Une rallonge de 250 M€ est budgétée pour financer cette extension.

Les mesures issues de la loi de programmation des finances publiques 2023-2027

La limitation de la hausse des dépenses des collectivités

C'était une des mesures qui cristallisaient le mécontentement des représentants des collectivités, mais elle fait partie de la version de la LPFP sur laquelle le gouvernement a engagé sa responsabilité.

Une trajectoire limitant la hausse des dépenses des collectivités à l'inflation -0,5% est donc adoptée. A date, cette trajectoire est prévue comme suit : 2% en 2024, 1,5% en 2025 et 1,3% en 2026 et 2027.

Des concours financiers en hausse

C'est le second axe de cette loi, par lequel l'exécutif entend contrebalancer l'effort demandé aux collectivités pour le redressement des finances publiques.

Selon l'article 13 de ce projet, l'objectif de l'état serait de passer de 53,980 Mds€ de concours financiers au PLF 2024 à 56, 043 Mds€ en 2027.

La trajectoire d'évolution du FCTVA mènerait notamment ce fonds de 7 104 M€ au PLF 2024 à 7 786 M€

Les règles de l'équilibre budgétaire

L'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : " Le budget de la commune territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont *respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions,*

fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice".

Autrement dit, pour qu'il y ait équilibre réel, chaque section doit être votée en équilibre comptable, c'est à dire avec un solde positif ou nul.

La section de fonctionnement doit obligatoirement avoir un solde positif ou nul. L'excédent constituera alors une recette d'investissement.

La section d'investissement doit aussi être votée à l'équilibre mais devra respecter une condition supplémentaire, le montant de remboursement du capital de la dette ne pourra pas être supérieur aux recettes d'investissement de la commune hors emprunt. Cela veut dire qu'une Collectivité ne pourra pas inscrire un emprunt pour compenser tout ou partie du remboursement du capital de sa dette sur un exercice.

Enfin, les budgets sont tenus par un principe de sincérité, c'est à dire qu'il n'est théoriquement pas possible de majorer ou minorer artificiellement une recette ou une dépense afin d'équilibrer le budget.

Le préfet contrôlera en priorité les éléments suivants :

- L'équilibre comptable entre les deux sections ;
- Le financement obligatoire de l'emprunt par des ressources définitives de la section d'investissement.

I. Les recettes de la commune

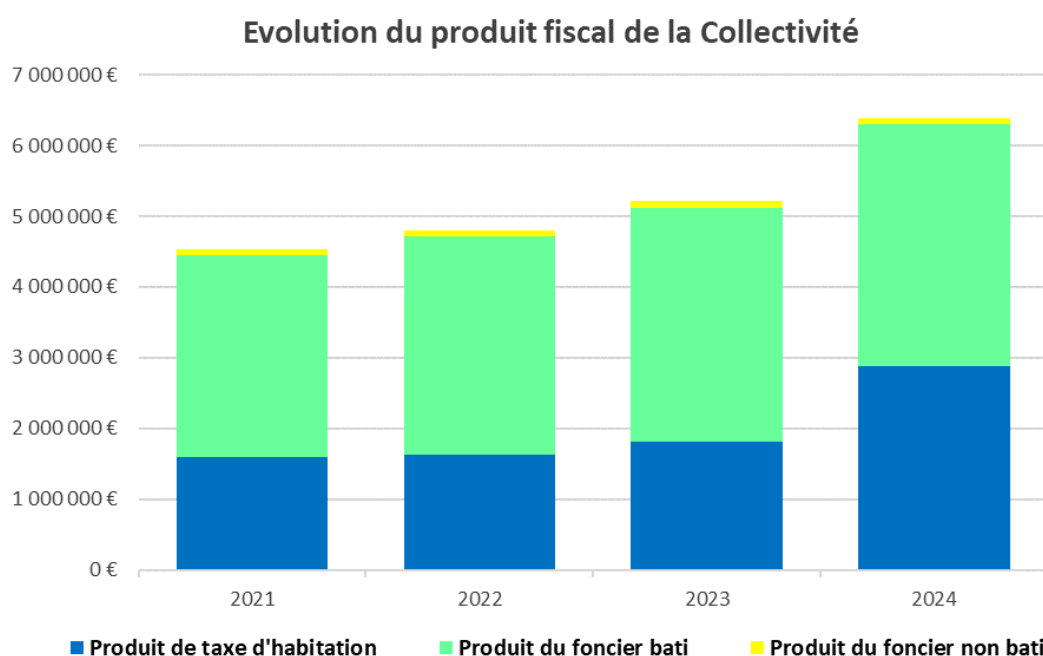
1. La fiscalité directe

En septembre 2023, la commune a fait le choix d'instaurer, avec une mise en application en 2024, une majoration de 60% à la part communale de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés. La recette supplémentaire espérée devrait être de l'ordre de 1 000 000 €.

Pour 2024, il est proposé de ne pas augmenter les taux de fiscalité. Les taux communaux n'ont pas augmenté depuis 2012 avec pour seule exception 2018 et l'opportunité de récupérer la valeur du taux du Sivom lors de son intégration à Macs.

Par contre, le Projet de Loi de Finances (PLF) 2024 prévoit une évolution des valeurs locatives cadastrales de l'ordre de 4%.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des ressources fiscales de la commune.



Pour 2024 le produit fiscal de la commune est estimé à 6 392 000 € soit une évolution de 22,67 % par rapport à l'exercice 2023.

Le Levier fiscal de la commune

Afin d'analyser les marges de manœuvre de la commune sur le plan fiscal, il s'agit tout d'abord d'évaluer la part des recettes fiscales modulables de la commune dans le total de ses recettes fiscales. L'objectif est ici de déterminer les marges de manœuvre disponibles cette année sur le budget et plus particulièrement sur la fiscalité locale.

Une comparaison de la pression fiscale qu'exerce la commune sur ses administrés par rapport aux autres collectivités sur le plan national est enfin présentée.

Part des impôts modulables dans le total des ressources fiscales de la commune

Année	2021	2022	2023	2024	2022-2023 %	2023-2024 %
Taxes foncières et habitation	4 577 291 €	4 800 975 €	5 214 355 €	6 392 000 €	8,61%	22,58%
dont TH résidences secondaires				1 000 000 €	-	-
Reversement EPCI = AC	81 159 €	94 312 €	82 237 €	88 361 €	-12,80%	7,45%
Autres ressources fiscales	3 102 554 €	3 328 020 €	2 959 020 €	2 715 250 €	-11,09%	-8,24%
dont Marchés	155 562 €	187 015 €	183 063 €	176 250 €	-2,11%	-3,72%
dont Horodateurs	204 072 €	238 592 €	279 922 €	368 000 €	17,32%	31,47%
dont Taxe sur électricité	293 003 €	307 259 €	416 294 €	360 000 €	35,49%	-13,52%
dont Taxe de Séjour	390 789 €	484 141 €	535 730 €	576 000 €	10,66%	7,52%
dont Droit de Mutation	1 991 615 €	1 972 523 €	1 419 801 €	1 200 000 €	-28,02%	-15,48%
TOTAL IMPÔTS ET TAXES	7 761 003 €	8 223 307 €	8 255 612 €	10 195 611 €	0,39%	23,50%

Certaines recettes sont difficilement prévisibles, les droits de mutation en particulier. Ils fluctuent beaucoup d'une année à l'autre. Il est proposé de les porter à 1 200 000 € en 2024 (à savoir la moyenne des 8 dernières années).

La taxe de séjour évolue en 2024 avec la mise en place de la taxe additionnelle régionale. Pour rappel, cette taxe a vocation à financer les grands projets d'infrastructures ferroviaires. D'un taux de 34% elle s'ajoutera à la taxe de séjour instituée par la Commune et sera reversée à l'Etablissement Public compétent pour la ligne du Grand Projet du Sud-Ouest. La base communale 2024 envisagée est de 400 000 € contre 487 000 € en 2023.

En 2024, il est prévu de travailler sur le stationnement payant en centre-ville afin de dynamiser les rotations des véhicules et mieux rentabiliser cette ressource. Trois éléments devraient porter les recettes à 368 000 € : l'agrandissement modéré du périmètre (avenues Rosny et Paul Marguerite, complément de l'avenue Louis Pasteur et de la pointe du parking de la gare), la tarification et la mise en place d'une externalisation du service de contrôle (essai).

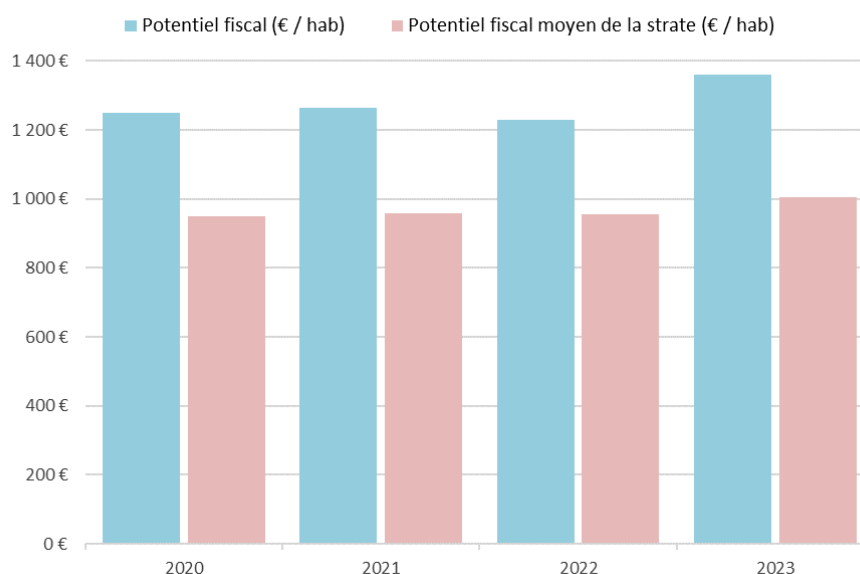
Le potentiel fiscal de la commune

C'est un indicateur de la richesse fiscale de la commune. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le potentiel fiscal de la commune est de 1 360,86 /habitant, la moyenne du potentiel fiscal des communes en France est de 1 004,35 /habitant en 2023.

Année	2020	2021	2022	2023
Potentiel fiscal (€ / hab)	1 249,34	1 265,07	1 230,10	1 360,86
Variation (%)	4,01%	1,26%	-2,76%	10,63%
Potentiel fiscal moyen de la strate (€ / hab)	948,89	959,21	954,54	1 004,35
Variation (%)	1,87%	1,09%	-0,49%	5,22%

Evolution du Potentiel Fiscal de la Commune

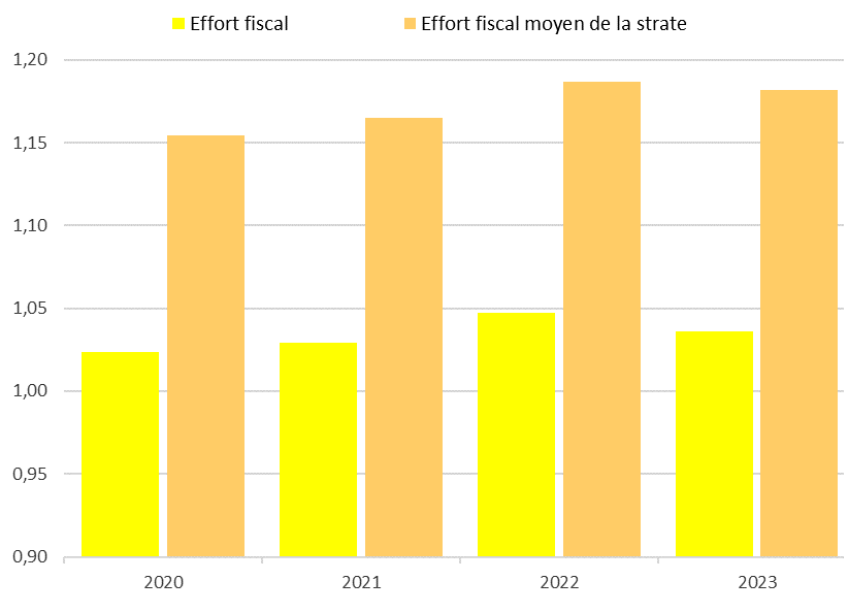


L'effort fiscal de la commune

L'effort fiscal est un indicateur mesurant la pression fiscale que la commune exerce sur ses administrés. On peut voir dans le graphique ci-dessous que celui de la commune est largement inférieur à celui de la moyenne de la strate.

Il est également utilisé pour la détermination de l'ensemble des dotations de péréquation des communes. Plus l'effort fiscal est fort, plus cela signifie que la pression fiscale exercée par la commune est importante. Aussi, selon ce critère, et uniquement celui-ci, le niveau de DGF devrait être d'autant plus important car il est admis que la fixation de taux d'imposition élevés répond de facto à un besoin plus important.

Evolution de la pression fiscale de la Commune



Evolution de la fiscalité directe

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Base TH - commune	13 736 485	13 985 891	15 484 920	16 104 317	4,00%
Taux TH - commune	11,67%	11,67%	11,67%	11,67%	0,00%
Produit TH	1 603 048	1 632 153	1 807 090	1 879 374	4,00%

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Base TH.RS - commune				14 978 889	-
TH.RS - commune Majoration 60%				Majo 60 %	-
Produit TH.RS	0	0	0	1 000 000	-

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Base FB - commune	15 289 101	16 212 595	17 446 895	18 144 771	4,00%
Taux FB - commune	28,82%	28,82%	28,82%	28,82%	0,00%
Coef correcteur	-1 544 164	-1 585 686	-1 707 326	-1 801 010	5,49%
Produit FB	2 849 065	3 078 528	3 314 698	3 420 057	3,18%

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Base FNB - commune	114 336	116 057	122 771	127 682	4,00%
Taux FNB - commune	72,50%	72,50%	72,50%	72,50%	0,00%
Produit FNB	82 894	84 141	89 009	92 569	4,00%

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Produit TH	1 603 048	1 632 153	1 807 090	1 879 374	4,00%
Produit TH.RS				1 000 000	
Produit TFB	2 849 065	3 078 528	3 314 698	3 420 057	3,18%
Produit TFNB	82 894	84 141	89 009	92 569	4,00%
Rôles complémentaires	42 285	6 152	6 901		-100,00%
TOTAL PRODUIT FISCALITE	4 577 291	4 800 975	5 217 698	6 392 000	22,51%

Rôles complémentaires. Ces rôles peuvent être émis pour chacune des taxes principales et des taxes annexes assises sur les mêmes bases. Ils ont pour effet de mettre à la disposition des collectivités locales un supplément de recettes non prévu lors du vote annuel de leur budget et justifié par une augmentation de la matière imposable non comprise dans les rôles généraux.

2. La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

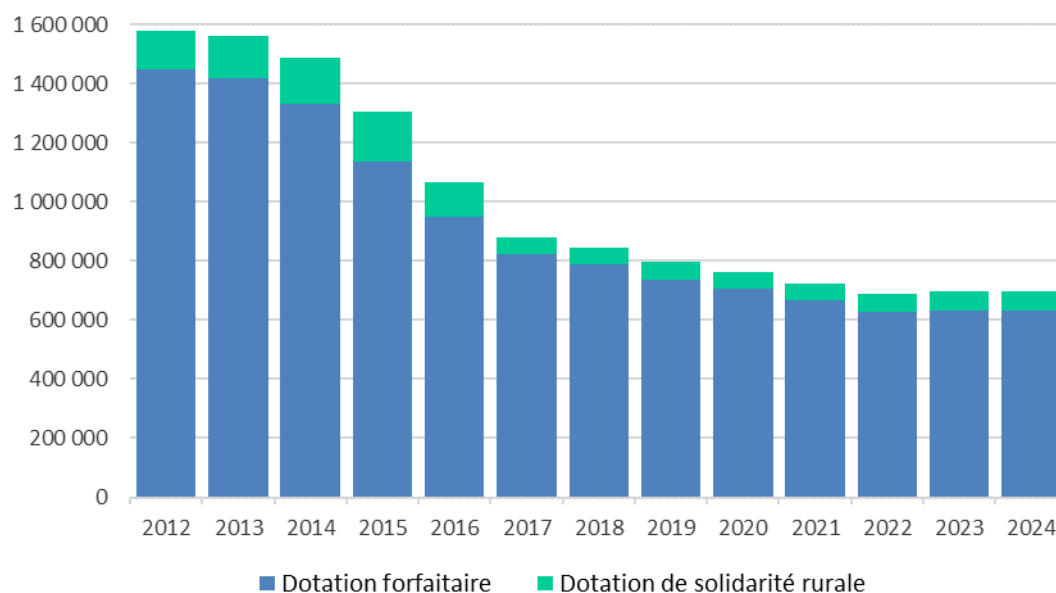
Les recettes en dotations et participations de la commune s'élèveront à 699 071 € en 2024. La commune ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur celles-ci.

La DGF de la commune est composée des éléments suivants :

- **La dotation forfaitaire (DF)** : elle correspond à une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population. L'écèlement appliqué afin de financer la péréquation verticale ainsi que la minoration imposée ces dernières années par la baisse globale de DGF du Gouvernement précédent ont considérablement réduit le montant de cette dotation et dans certains cas, fait disparaître cette dotation pour les communes.
- **La dotation de solidarité rurale (DSR)** : elle a pour objectif d'aider les communes rurales ayant des ressources fiscales insuffisamment élevées tout en tenant compte des problématiques du milieu rural (voirie, superficie...). Elle est composée de trois fractions, la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible ».
- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)** : elle bénéficie aux communes urbaines de plus de 5 000 habitants dont les ressources sont insuffisantes par rapport aux charges auxquelles elles sont confrontées. Elle s'appuie sur des critères liés aux problématiques de la ville (quartiers prioritaires, logements sociaux...).
- **La dotation nationale de péréquation (DNP)** : elle a pour objectif de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes, notamment au niveau de la fiscalité économique avec sa part majoration.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des composantes de la dotation globale de fonctionnement de la commune.

Dotation globale de fonctionnement



Évolution des montants de Dotation Globale de Fonctionnement

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dotation forfaitaire	1 450 285	1 418 846	1 330 942	1 135 621	950 879	822 148	787 766	736 589
Dotation nationale de péréquation	0	0	0	0	0	0	0	0
Dotation de solidarité rurale	128 559	142 029	154 627	169 435	114 000	58 551	58 960	58 215
Dotation de solidarité urbaine	0	0	0	0	0	0	0	0
Reversement sur DGF	0	0	0	0	0	0	0	0
Total DGF	1 578 844	1 560 875	1 485 569	1 305 056	1 064 879	880 699	846 726	794 804
en valeur n / n-1		-17 969	-75 306	-180 513	-240 177	-184 180	-33 973	-51 922

suite

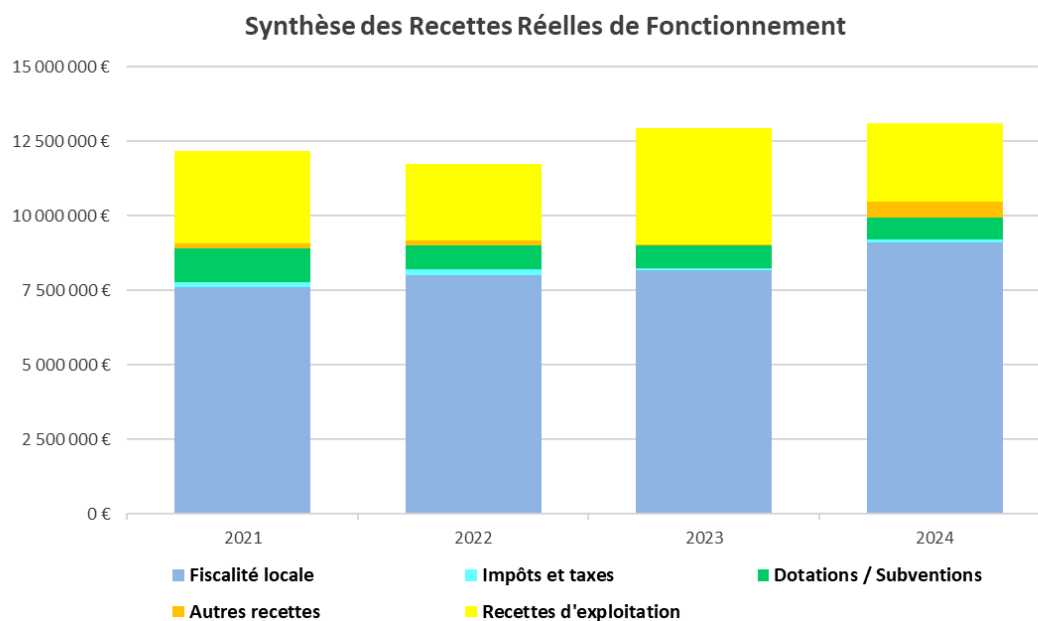
Année	suite	2020	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %	2012-2023 %
Dotation forfaitaire		704 456	666 695	627 550	630 905	630 905	0,00%	-56,50%
Dotation nationale de péréquation		0	0	0	0	0		
Dotation de solidarité rurale		57 867	58 007	60 377	68 166	68 166	0,00%	-46,98%
Dotation de solidarité urbaine		0	0	0	0	0		
Reversement sur DGF		0	0	0	0	0		
Total DGF		762 323	724 702	687 927	699 071	699 071	0,00%	-55,72%
en valeur n / n-1		-32 481	-37 621	-36 775	-25 631	11 144	0	-879 773

Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale au sein du bloc communal. Le FPIC permet une péréquation horizontale à l'échelon communal et intercommunal en utilisant comme échelon de référence l'ensemble intercommunal. Un ensemble intercommunal peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du FPIC. Ce fonds a connu une montée en puissance puis a été stabilisé à un milliard d'euros depuis 2016. Une fois le montant le prélèvement ou de reversement déterminé pour l'ensemble intercommunal, celui-ci est ensuite réparti entre l'EPCI en fonction du coefficient d'intégration fiscal (CIF) et entre les communes en fonction de leur population et de leur richesse fiscale.

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024
Contribution FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Attribution FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Solde FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %

3. Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2024



Année	2021	2022	2023	2024	2024-2023 %
Fiscalité, impôts & taxes	7 761 003	8 223 307	8 256 612	9 195 611	11,37%
Dotations / Subventions	1 140 333	795 040	761 422	741 313	-2,64%
Recettes d'exploitation	3 116 827	2 555 843	3 893 082	2 646 477	-32,02%
Autres recettes	164 218	161 836	24 487	535 500	2086,86%
Recettes réelles de fonctionnement	12 182 382	11 736 027	12 935 602	13 118 900	1,42%
<i>Evolution en %</i>	<i>9,67%</i>	<i>-3,66%</i>	<i>10,22%</i>	<i>1,42%</i>	<i>-</i>

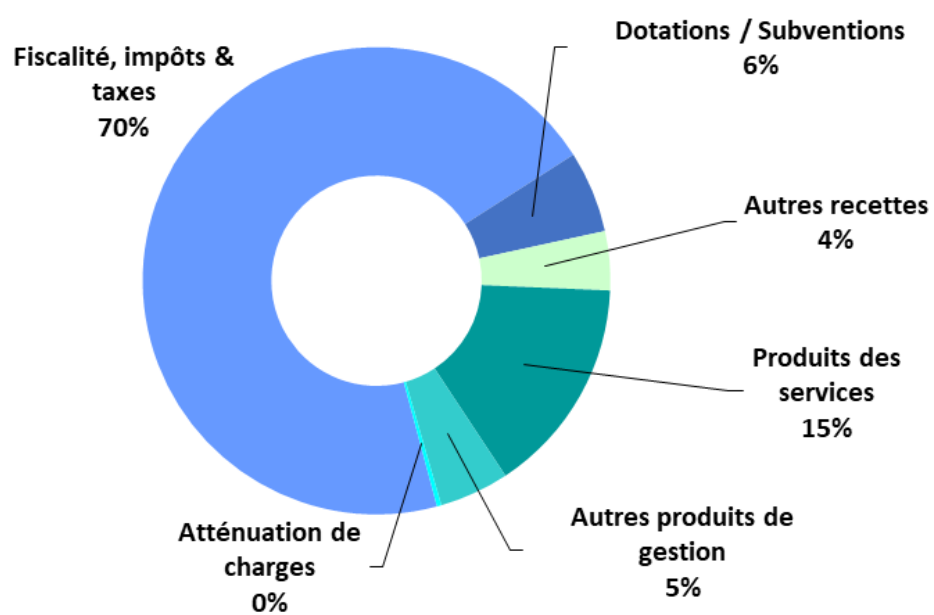
Explications des évolutions principales des recettes réelles de fonctionnement :

- Fiscalité et impôts & taxes :
 - 2021 et 2022 : hyper dynamisme des droits de mutation, près de 2 000 000 €
 - 2023 : évolution des bases de fiscalité locales, +410 000 € par rapport à 2023
 - 2024 : majoration de la TH pour les résidences secondaires +1 000 000 €
- Dotations et subventions :
 - 2021 : subventions versées aux budgets annexes Casino, Assainissement et Mpe +396 000 €
- Recettes d'exploitation :
 - 2021 : subvention perçue au budget annexe Pédebert pour financer les travaux +347 500 €
 - 2022 : intégration du budget annexe Mpe au budget principal +/-549 000 €, plus de recettes d'eau et d'assainissement -320 000 €, plus de recettes à Pédebert -347 500 €
 - 2023 : reversement au budget principal des excédents de Pédebert et Casino +1 038 800 €
- Autres recettes :
 - 2023 : changement de maquette comptable. En M57 plus de produits exceptionnels, bascule au chapitre 75, -150 000 €
 - 2024 : cession de la « maison Lacout » +520 000 €

4. La structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2024, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 13 118 900 €, soit 3 660,41 € / hab. ce ratio est supérieur à celui de 2023 (3 609,26 € / hab)

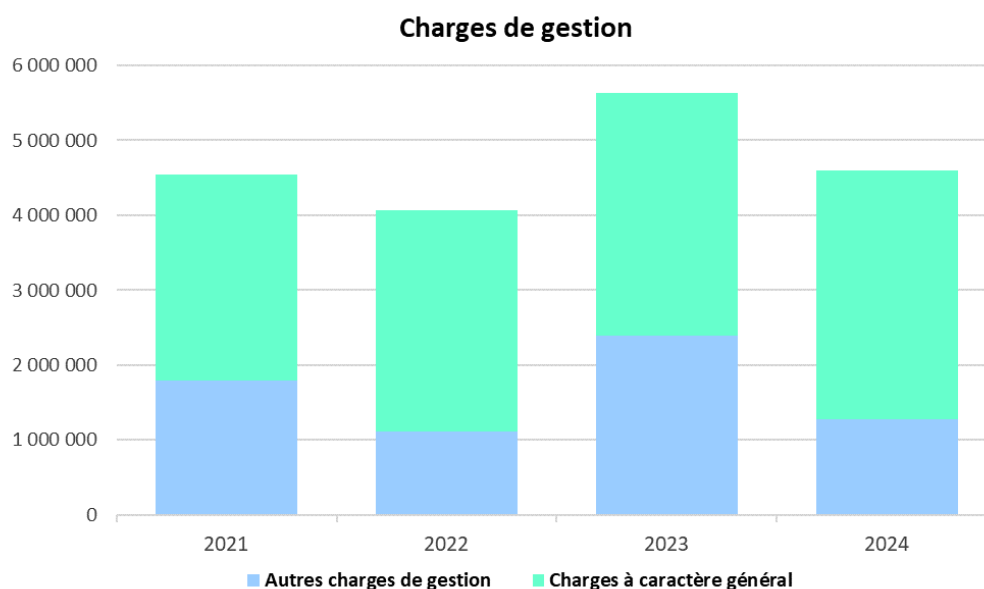
Structure des recettes réelles de fonctionnement



II. Les dépenses réelles de fonctionnement

1. Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

La graphique ci-dessous présente l'évolution des charges de gestion de la commune avec une projection jusqu'en 2024. En 2023, ces charges de gestion représentaient 49,84 % du total des dépenses réelles de fonctionnement. En 2024 celles-ci devraient représenter 42,55 % du total de cette même section.



Les charges de gestion, en fonction de budget 2024, évolueraient de -18,28 % entre 2023 et 2024.

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Charges à caractère général	2 754 058	2 955 057	3 236 282	3 328 720	2,86%
Autres charges de gestion	1 794 448	1 112 896	2 391 540	1 270 410	-46,88%
Total dépenses de gestion	4 548 505	4 067 953	5 627 821	4 599 130	-18,28%
Evolution en %	-3,67%	-10,57%	38,35%	-18,28%	

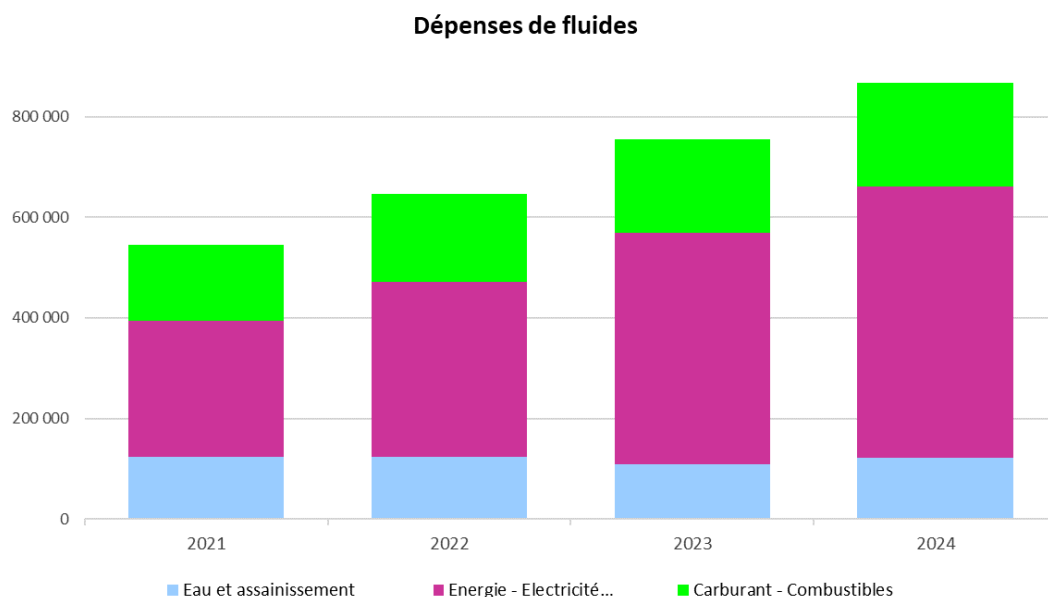
Explications des évolutions principales des dépenses de gestion :

- Charges à caractère général :
 - 2021 et 2022 : post covid retour à une année pleine. 2022 est impacté par l'inflation, dont +100 000 € pour les seuls fluides et carburants
 - 2023 : organisation du Centenaire et inflation. L'augmentation du coût de l'énergie est de l'ordre de +110 000 €.
 - 2024 : projection avec une inflation de l'ordre de +2,80%. Nous avons notamment prévu d'augmenter le montant des vigiles pour être à même de pallier le manque de gendarme (réquisition pour les JO).

- Autres charges de gestion :
 - 2021 : subventions versées aux budgets annexes +797 000 €
 - 2023 : réorganisation de la gestion de l'Office de tourisme. Subvention +100 000 € (régularisation 2022 et impact départ à la retraite). Reversement au budget principal des excédents du Casino et de Pédebert +1 038 800 €

a. Les dépenses de fluides

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de fluides de 2021 à 2024.



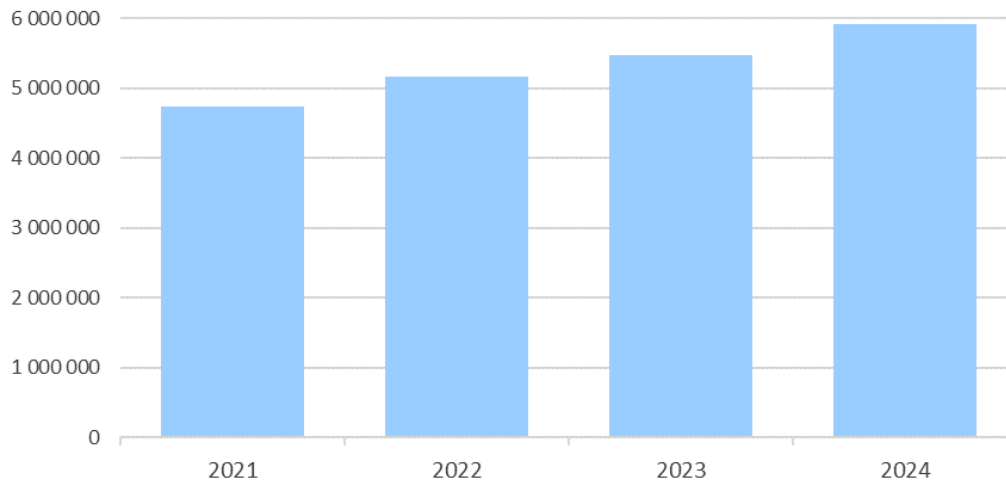
Depuis 2022, le coût des fluides augmente de l'ordre de 15% à 19% par an. Par rapport à l'inflation nationale nous sommes en partie protégés par le groupement de commande énergie du Sydec. Il fait office d'amortisseur, nos augmentations annuelles ne sont que de 100 000 € à 110 000 € par an.

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Eau et assainissement	122 880	123 925	109 479	122 000	11,44%
Energie - Electricité Chauffage urbain	270 780	347 462	459 407	539 100	17,35%
Carburant - Combustibles	151 116	174 877	186 848	206 400	10,46%
Total dépenses de fluides	544 776	646 265	755 735	867 500	14,79%
<i>Evolution en %</i>	<i>3,18%</i>	<i>18,63%</i>	<i>16,94%</i>	<i>14,79%</i>	

b. Les charges de personnel

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de personnel de 2021 à 2024.

Evolution des charges de personnel



L'évolution des charges de personnel est la conjugaison de trois facteurs :

- Les choses qu'on ne maîtrise pas :
GVT, revalorisation du point d'indice, des grilles indiciaires et les maladies des agents (remplacement à prévoir).
 - 2021 : augmentation du SMIC
 - 2022 : indemnité inflation, revalorisation du point d'indice et de la grille indiciaire des catégories C et B de la filière médico-sociale
 - 2023 : effet année pleine des revalorisations 2022 plus nouvelle revalorisation du point d'indice et des grilles indiciaires des catégories C1 et C2
 - 2024 : effet année pleine par rapport aux évolutions de 2023. L'Etat a prévu de rajouter à tous les agents 5 points d'indice (contre balance inflation) et de poursuivre le réajustement des catégories C1 et C2 (8 points). Augmentation de 1% du taux de la Cnracl.
Nous sommes en année de recensement, il est donc intégré à la prévision.
Enfin, nous avons prévu au budget l'équivalent de 2,5 ETP pour des remplacements suite à des maladies. Nous espérons ne pas en avoir besoin, mais il nous paraît plus responsable de l'anticiper.
- L'amélioration salariale :
Revalorisation IFSE, CIA, stagiairisation de contractuels.
 - 2021 : prime covid
 - 2022 : 1^{ère} phase de réajustement du RIFSEEP
 - 2023 : mise en place du CIA, 2^{ème} tranche de réajustement de l'IFSE
 - 2024 : 3^{ème} phase de réajustement de l'IFSE (inclusion des contractuels)
- L'amélioration des services :
Des choix de gestion et d'organisation ont été pris pour améliorer les services et la qualité du travail.
 - 2021 : recrutement responsable urbanisme/cadre de vie/développement durable et sécurité des plages
 - 2022 : effet année pleine, plus recrutement de binômes aux affaires générales et à la comptabilité
 - 2023 : effet année pleine et remplacement poste pour poste à la commande publique et au PEJ.
Mise en place du service évènementiel à l'occasion du centenaire de la station balnéaire et de la clarification des missions entre la Commune et l'Office de Tourisme.

- 2024 : remplacement poste pour poste des départs à la police municipale et à l'urbanisme. Il est prévu de recruter un adjoint à la police (9 mois) et de développer dès septembre un service des sports (4 mois)

Le nombre d'agents en ETP est de :

- 2021 : 128,87 ETP
- 2022 : 133,31 ETP
- 2023 : 135,82 ETP
- 2024 : 136,90 ETP

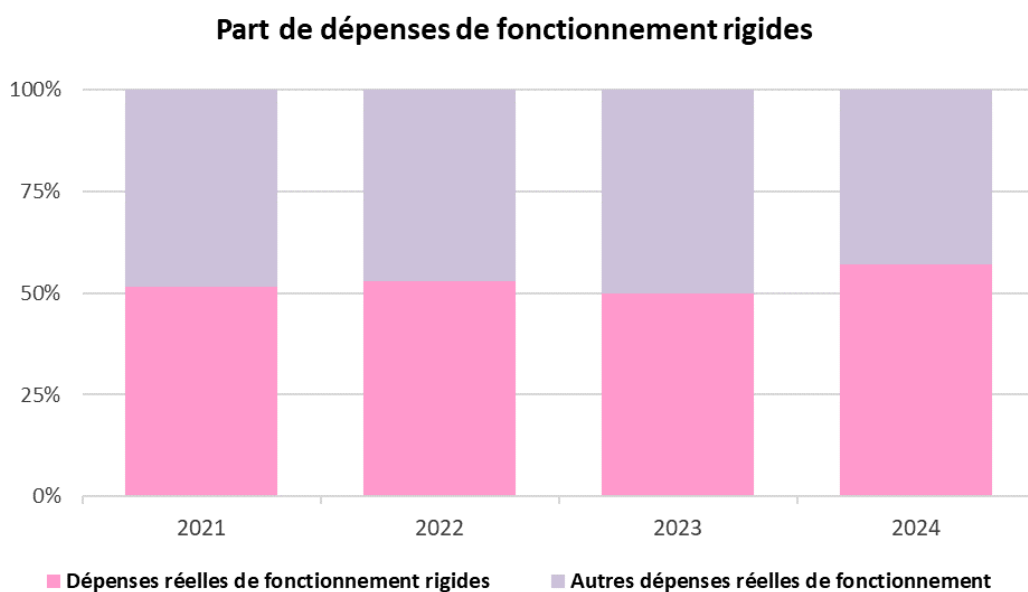
Les évolutions des charges de personnel

Année	2021	2022	2023	2024
Rémunération des titulaires	2 328 911	2 475 894	2 401 645	2 974 938
Rémunérations des non titulaires	957 959	1 124 255	923 980	1 085 582
Autres dépenses	1 440 654	1 568 484	2 150 905	1 847 899
Total dépenses de personnel	4 727 524	5 168 633	5 476 531	5 908 419
<i>Evolution en valeur</i>	<i>212 312</i>	<i>441 109</i>	<i>307 898</i>	<i>431 889</i>
<i>Evolution en %</i>	<i>4,70%</i>	<i>9,33%</i>	<i>5,96%</i>	<i>7,89%</i>

3. La part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune

Les dépenses de fonctionnement rigides sont composées des atténuations de produits, des dépenses de personnel et des charges financières. Elles sont considérées comme rigides car la commune ne peut aisément les optimiser en cas de besoin. Elles dépendent en effet pour la plupart d'engagements contractuels passés par la commune et difficiles à retravailler.

Ainsi, des dépenses de fonctionnement rigides importantes ne sont pas forcément un problème dès lors que les finances de la commune sont saines mais peuvent le devenir rapidement en cas de dégradation de la situation financière de la commune car des marges de manœuvre seraient plus difficile à rapidement dégager.



Le tableau ci-dessous présente la répartition en % des dépenses rigides dans les dépenses de fonctionnement.

Année	2021	2022	2023	2024
Dépenses réelles de fonctionnement rigides	51,62	53,01	49,80	57,13
Autres dépenses réelles de fonctionnement	48,38	46,99	50,20	42,87

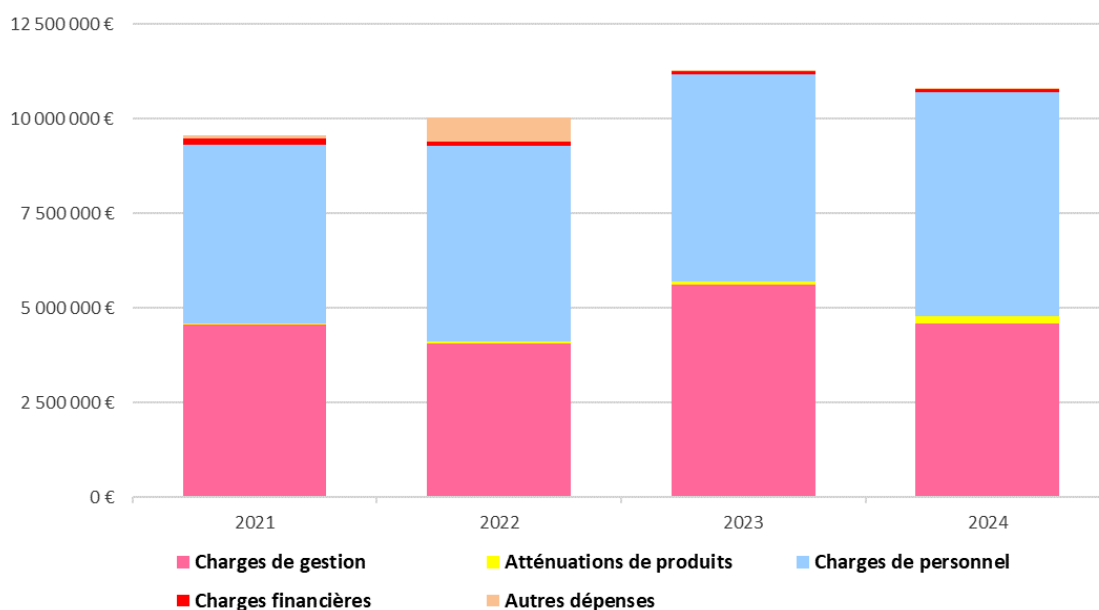
L'évolution de la proportion des dépenses rigides entre 2023 et 2024, s'explique par la diminution des dépenses de fonctionnement et par une augmentation prévisionnelle des charges de personnel entre les deux années.

4. Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Il est ici proposé par la commune de faire évoluer les dépenses réelles de fonctionnement pour 2024 de -4,28 % par rapport à 2023.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chaque poste de dépense de la commune sur la période 2021 - 2024.

Synthèse des Dépenses Réelles de Fonctionnement



Année	2021	2022	2023	2024	2024-2023 %
Charges de gestion	4 548 505	4 067 953	5 627 821	4 599 130	-18,28%
Charges de personnel	4 727 523	5 168 633	5 476 530	5 908 419	7,89%
Atténuations de produits	44 247	50 205	63 632	186 000	192,31%
Charges financières	158 717	102 727	83 488	80 681	-3,36%
Autres dépenses	72 048	648 677	41 207	35 000	-15,06%
Dépenses réelles de fonctionnement	9 551 039	10 038 194	11 292 678	10 809 231	-4,28%
<i>Evolution en %</i>	<i>1,05%</i>	<i>5,10%</i>	<i>12,50%</i>	<i>-4,28%</i>	

Explications des évolutions principales des dépenses réelles de fonctionnement :

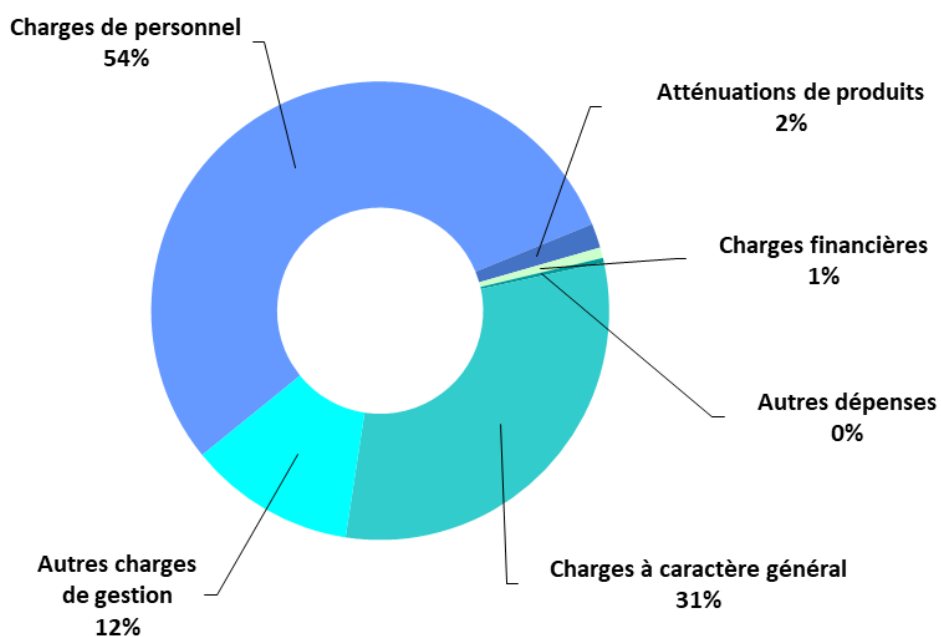
- Charges de gestion :
 - 2021 : subventions versées aux budgets annexes +797 000 €
 - 2022 : post covid retour à une année pleine. Impact de l'inflation, dont +100 000 € pour les seuls fluides et carburants
 - 2023 : organisation du Centenaire et inflation. L'augmentation du coût de l'énergie est de l'ordre de +110 000 €.
Réorganisation de la gestion de l'Office de tourisme. Subvention +100 000 € (régularisation 2022 et impact départ à la retraite).
Reversement au budget principal des excédents du Casino et de Pédebert +1 038 800 €
 - 2024 : projection avec une inflation de l'ordre de +2,80%. Nous avons notamment prévu d'augmenter le montant des vigiles pour être à même de pallier le manque de gendarme (réquisition pour les JO).
- Charges de personnel : détail de l'évolution à la page 24.
- Atténuations des produits :
 - 2024 : mise en place du reversement de la part de 34% de taxe de séjour au GPSO

- Autres dépenses :
 - 2022 : reversement des excédents eau et assainissement au Sydec +578 700 €

5. La Structure des Dépenses de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2024, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 10 809 231 €, soit 3 015,97 € / hab. Ce ratio est inférieur à celui de 2023 (3 150,86 € / hab).

Structure des dépenses réelles de fonctionnement

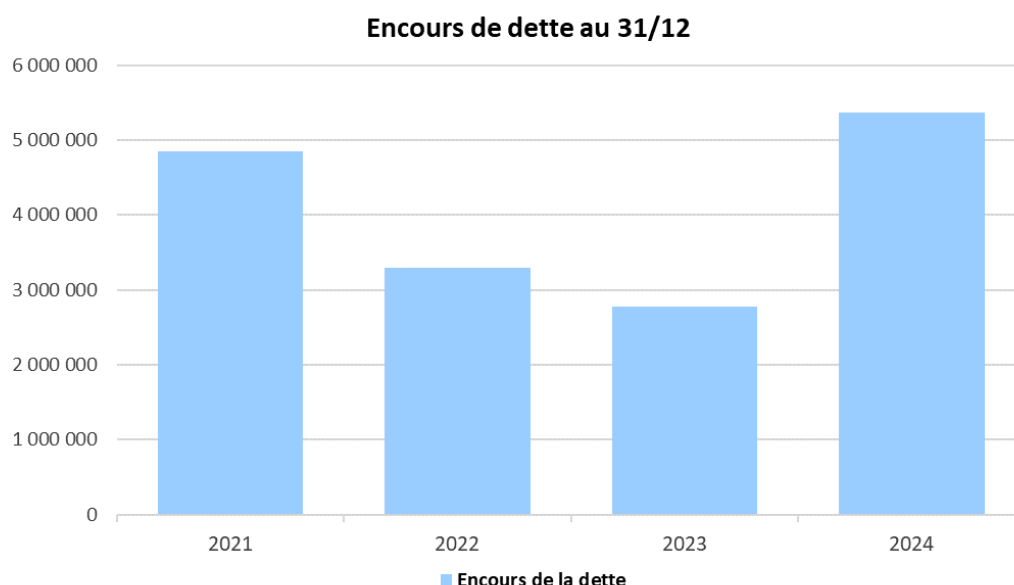


III. L'endettement de la commune

1. L'évolution de l'encours de dette

Pour l'exercice 2024, elle disposera d'un encours de dette de 5 372 118 €.

Comme nous allons le voir dans les paragraphes sur l'investissement et le besoin de financement, il est prévu, en plus de l'emprunt de 2 000 000 € signé en fin d'année 2023 pour la sécurisation de la liaison cyclable entre Soorts et Hossegor, de souscrire un nouvel emprunt en lien avec les travaux de réhabilitation du Sporting (1 000 000 € en 2024).



Les charges financières représenteront 0,75 % des Dépenses réelles de fonctionnement en 2024.

Année	2021	2022	2023	2024
Emprunt contracté	0	0	0	3 000 000
Intérêt de la dette	158 717	102 727	83 488	80 681
Capital remboursé	666 514	511 230	525 213	398 901
Annuité	825 231	613 957	608 700	479 583
Encours de la dette	4 846 551	3 296 232	2 771 019	5 372 118
<i>Encours n / n-1</i>	-670 369	-1 550 319	-525 213	2 601 099

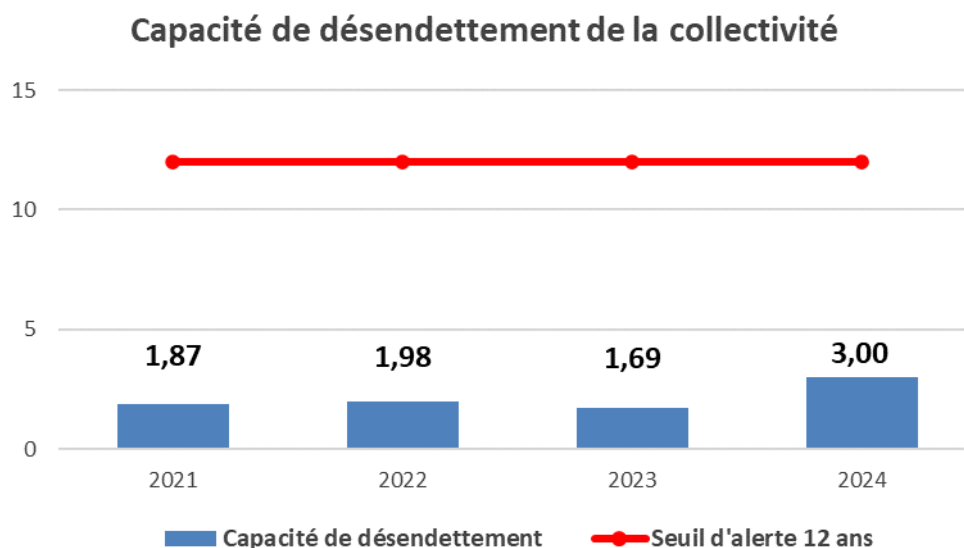
Pour les emprunts souscrits et/ou encaissés en n, la première annuité sera payée en n+1.

2. La solvabilité de la commune

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la commune et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la commune est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la commune, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française se situerait aux alentours de 5,5 années en 2022 (*DGCL – Données DGFIP*).



IV. Les investissements de la commune

1. Les épargnes de la commune

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la commune

Avec les indicateurs permettant de les calculer. Pour rappel :

L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- L'autofinancement des investissements ;

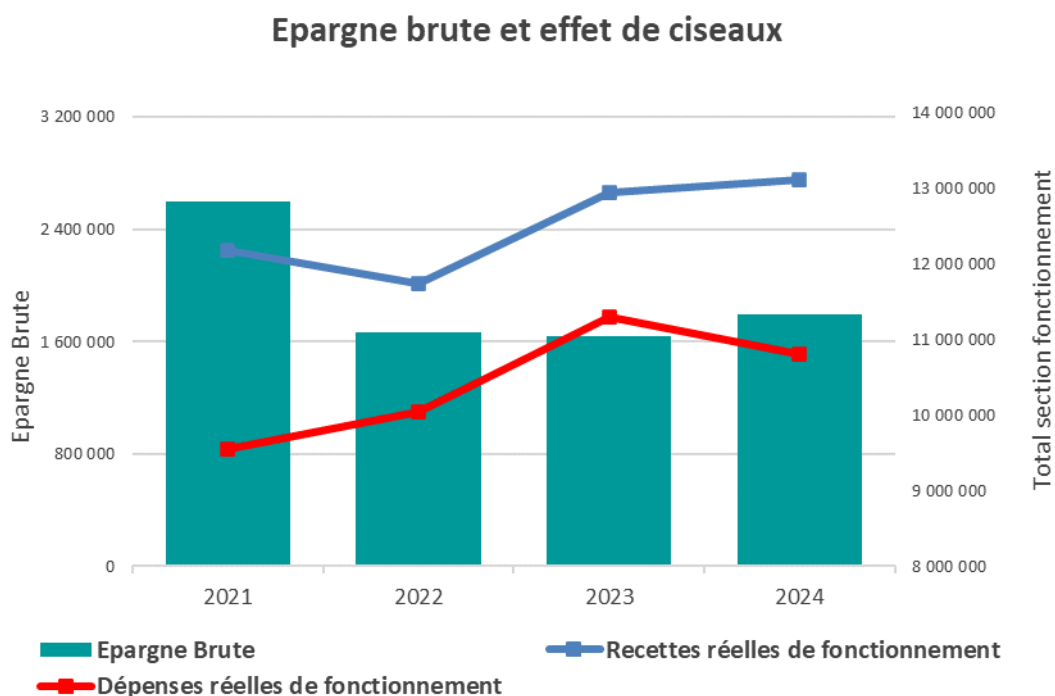
A noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la commune sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la commune sur l'exercice.

Année	2021	2022	2023	2024	2022-2023 %	2023-2024 %
Recettes réelles de fonctionnement	12 182 382	11 736 027	12 935 602	13 118 900	10,22%	1,42%
<i>Dont produits de cession</i>	34 220	35 800	2 980	520 000	-91,68%	17349,66%
Dépenses réelles de fonctionnement	9 551 039	10 038 194	11 292 678	10 809 231	12,50%	-4,28%
<i>Dont dépenses exceptionnelles</i>	106 268	684 477	44 187	35 000	-93,54%	-20,79%
Epargne Brute	2 597 122	1 662 033	1 639 944	1 789 670	-1,33%	9,13%
<i>Intérêt de la dette</i>	158 717	102 727	83 488	80 681	-18,73%	-3,36%
Epargne de Gestion	2 755 839	1 764 760	1 723 431	1 870 351	-2,34%	8,52%
Taux d'épargne brute	21,32%	14,16%	12,68%	13,64%		
Amortissement du capital de la dette	666 514	511 230	525 213	398 901	2,74%	-24,05%
Epargne Nette	1 930 608	1 150 803	1 114 731	1 390 768	-3,13%	24,76%
Encours	4 846 551	3 296 232	2 771 019	5 372 118	-15,93%	93,87%
Capacité de désendettement	1,87	1,98	1,69	3,00		

Le montant d'épargne brute de la commune est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (avec application des retraitements comptables). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se crée, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la commune et de possiblement dégrader sa situation financière.

Les recettes réelles et dépenses réelles de fonctionnement présentées sur le graphique correspondent au recettes et dépenses totales. L'épargne brute est retraitée des dépenses et recettes non récurrentes.



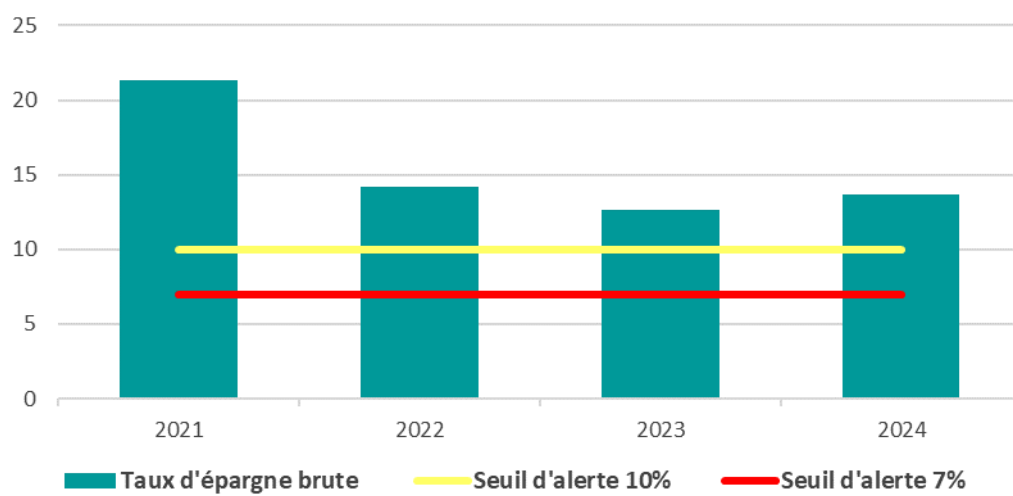
Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

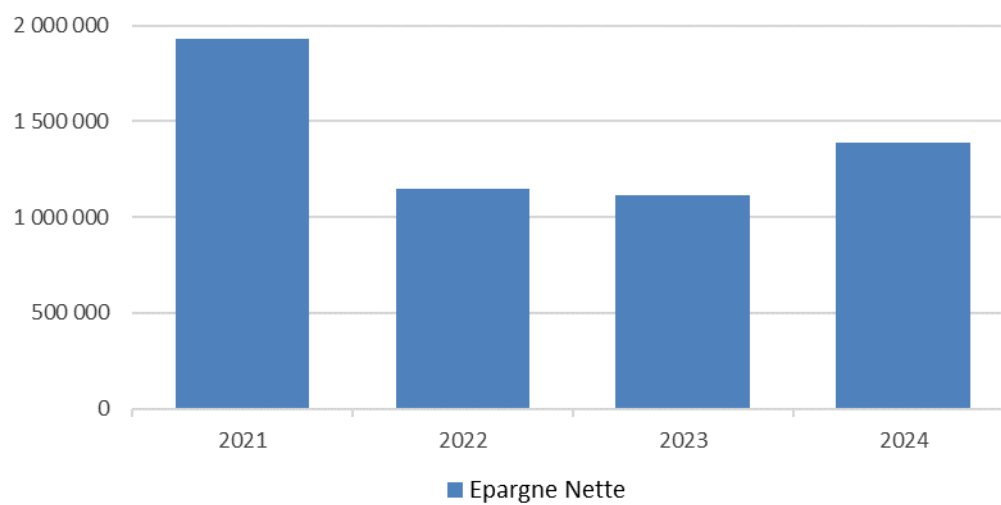
Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute des communes française se situe aux alentours de 14% en 2022 (DGCL – Données DGFIP).

Taux d'épargne brute de la collectivité et seuils d'alerte



Epargne nette



2. Les dépenses d'équipement

L'année 2024 et son programme d'investissement intègre les PPI travaux et du parc des véhicules proposés par les services techniques. Il se compose principalement de :

- Isolation des Tucs et écoles 35 000 €
- Reprises des alimentations en cuivre du réseau d'eau potable au Pignada 10 000 €
- Amélioration des équipements des Halles (sols, sono et éclairage) 20 000 €
- Extension poste de secours de la centrale 70 000 €
- Peinture boiserie et faitage des Tucs 75 000 €
- Projet de couverture Photovoltaïque du Pignada 50 000 €
- Reprise sur murs de soutènement Rés. Lac et MPE 40 000 €
- Reprise de la Passerelle Front de mer 50 000 €
- Continuation des programmes de pluvial et voirie 250 000 €
- Solde pour acquisition Maison Bonhomme 350 000 €

Ces travaux d'entretien se rajouteront à des projets structurants :

- Sécurisation liaison cyclable entre Soorts et Hossegor 2 635 000 €
Engagement en 2024 avec emprunt mobilisé en février
- Plan lumière 2024 200 000 €
Poursuite 2021 à 2028
- Canalisation transfert sable lac vers océan 850 000 € dont 98 000 € sur fonds propres
Engagement en cours d'année si toutes les autorisations sont validées
Financement à 90% sur HT de Macs 637 000 €
A coupler dès 2025 à des frais de rechargement en sable du pied de dune 150 000 €
- Fibre noire
Déploiement entre 2024 et 2027
Tranche 2024 (Av de Bordeaux à Pédebert) 225 000 €
- Fin de la Police Municipale 90 000 €
- Fin de la Place des Landais 470 000 €

Enfin, 2024 verra le début de projets structurants et d'avenir qui sont inscrits dans notre prospective :

- Réhabilitation du Sporting :

Le projet se décompose en 4 phases qui correspondent à des localisations et à un calendrier :

Phase 1 : Piscine, auditorium et restaurant	5 765 000 € TTC	sept.2024 - déc.2026
Phase 2 : Hall entrée et R+3	2 665 000 € TTC	2026
Phase 3 : Salons, salle de boxe et jaï-alai	3 140 000 € TTC	2027
Phase 4 : Club house et périphérie	2 645 600 € TTC	2028

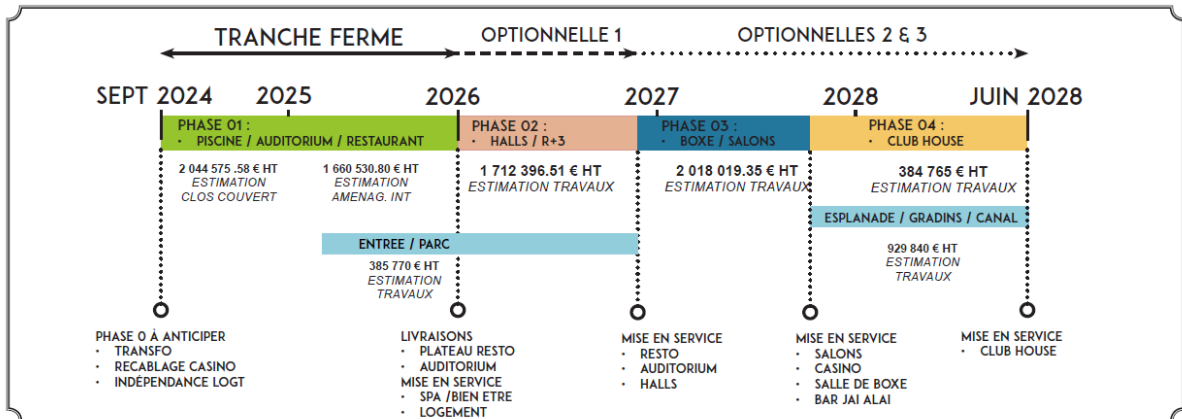
Il est envisagé de se projeter jusqu'en 2026. La prospective intègre la phase 1 et son financement. Elle laisse la possibilité d'engager dans les années suivantes les autres phases de travaux afin de réhabiliter dans son entièreté le Sporting.

La phase 1 se partagera sur 3 exercices :

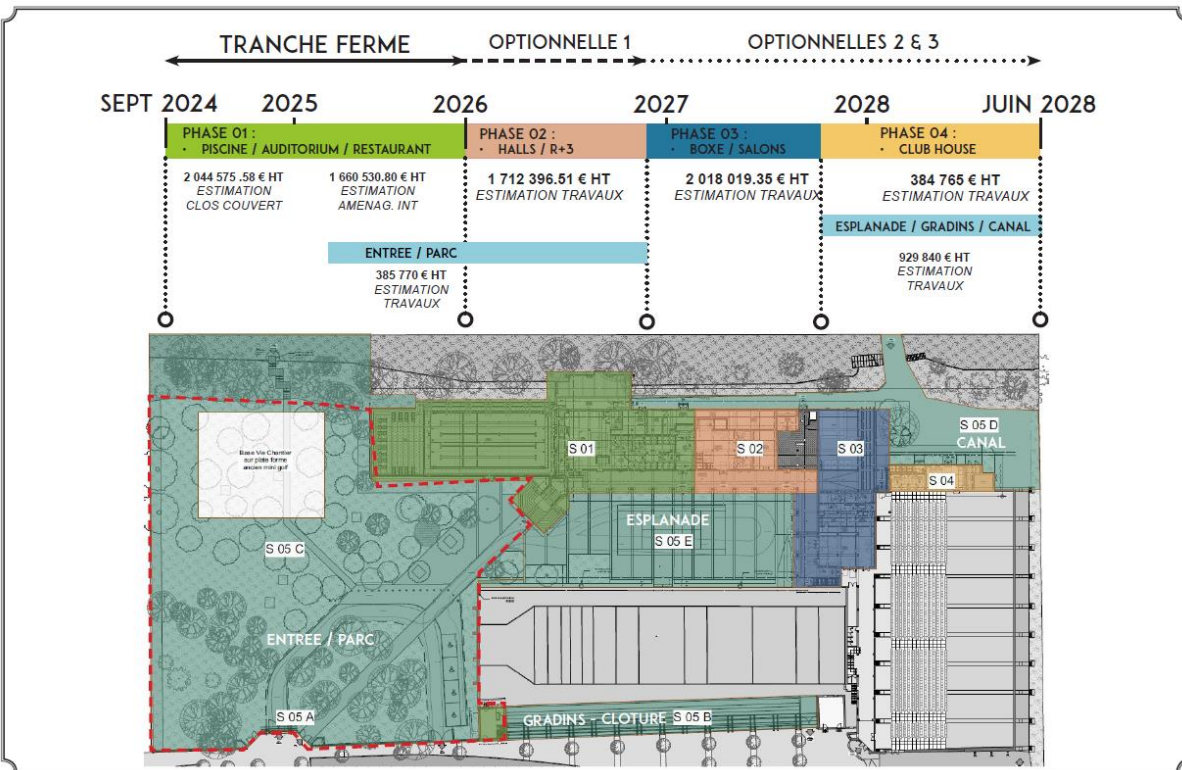
- en 2024 1 000 000 €
- en 2025 2 382 500 €
- en 2026 2 382 500 €

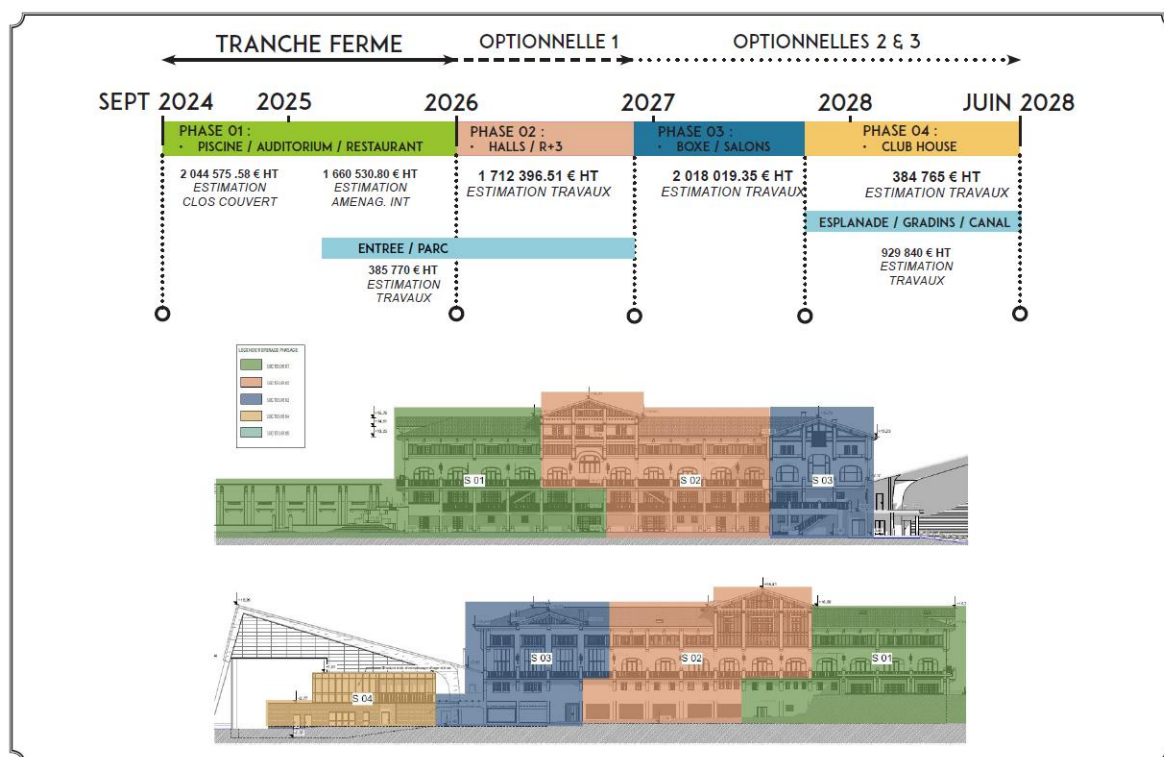
Ci-dessous, les schémas du projet qui permettent de visualiser le phasage, la localisation des travaux et le calendrier envisagé.

Attention, les montants figurant dans ces schémas ne tiennent compte que des lots de travaux et au stade PRO (estimation de la maîtrise d'œuvre avant lancement du marché public).



N°	SECTEUR		MONTANT HT	MONTANT ELIGIBLE MH HT		DUREE	ANNEE	
1	Secteur 01	ZONE PISCINE / AUDITORIUM / RESTAURANT clos et couvert	2 044 575,58 €	1 540 996,83 €	9 mois + 1 de préparation	08/2024-> 08/2025		TRANCHE 1
1	Secteur 01 bis	ZONE PISCINE / AUDITORIUM / RESTAURANT intérieurs	1 660 530,80 €	236 433,00 €	9 mois + 1 de préparation	08/2025-> 02/2026		TRANCHE 1b
2	Secteur 02	ZONE BIEN ETRE/ ZONE HALLS / PETITS SALON / SALLE D'ESCRIME	1 712 396,51 €	1 307 351,60 €	10 mois	02/2026 -> 12/2026		TRANCHE 2
3	Secteur 03	CASINO / SALONS	2 018 019,35 €	1 302 534,45 €	10 mois	11/2026 -> 08/2027		TRANCHE 3
4	Secteur 04	REHABILITATION / EXTENSION JAI ALAI	384 765,00 €		8 mois	09/2027 -> 08/2028		TRANCHE 4
5	Secteur 05A	SECTEUR Entrée /	249 170,00 €	34 170,00 €		08/2025-> 02/2026		TRANCHE 1b
6	Secteur 05B	SECTEUR CLOTURE/ GRADINS	574 900,00 €	574 900,00 €		09/2027 -> 08/2028		TRANCHE 4
7	Secteur 05C	SECTEUR Parc/ Mini golf	136 600,00 €			08/2025-> 02/2026		TRANCHE 1b
8	Secteur 05D	SECTEUR Canal	128 100,00 €			09/2027 -> 08/2028		TRANCHE 4
9	Secteur 05E	SECTEUR Esplanade	226 840,00 €			09/2027 -> 08/2028		TRANCHE 4
Montant total HT :			9 135 897 €	4 996 385,88 €				





- Ferme de Bielle : études 2024, travaux 2025-2026 600 000 € sur 2 ans
- Vestiaire rugby : études 2026, travaux 2027-2028 900 000 € sur 2 ans

Le tableau ci-dessous présente le programme d'investissement 2023 additionné à d'autres projets à horizon 2024, afin d'avoir un aperçu des perspectives d'investissement.

Année	2023	2024
Immobilisations incorporelles	78 043	126 000
Immobilisations corporelles	974 081	3 027 000
Immobilisations en cours	4 407 932	4 504 000
Subventions d'équipement versées	370 331	917 615
Total dépenses d'équipement	5 830 388	8 574 615

3. Les autorisations de programme

Le tableau ci-dessous présente les autorisations de programme et crédits de paiement (APCP) comportant une prévision de dépenses dans le ROB 2024.

N°	Budget	Nom de l'autorisation	AP 2024	CP utilisé avant 2024	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027
AP19.002	Principal	Place des Landais	4 680 978,34	4 137 072,74	543 905,60			
AP20.001	Principal	Voirie (terme en avril 2024)	540 000,00	199 263,85	340 736,15			
AP21.001	Principal	Poste de police	1 149 827,36	1 027 753,49	122 073,87			
AP21.003	Principal	Liaison douce Soorts Hossegor	2 301 021,04	111 021,04	2 190 000,00			
AP21.004	Principal	Plan lumière	1 000 000,00	203 740,62	200 000,00	200 000,00	200 000,00	196 259,38
AP21.005	Principal	Pluvial (terme en avril 2024)	360 000,00	258 910,68	101 089,32			
AP23.001	Principal	Avenue des Ecoles	459 174,40	14 174,40	445 000,00			
AP23.002	Principal	Plan plage	250 000,00	79 517,89	60 000,00	110 482,11		
AP23.003	Principal	Voirie 2024-2027	600 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
AP23.004	Principal	Pluvial 2024-2027	424 000,00	0,00	106 000,00	106 000,00	106 000,00	106 000,00
AP24.001	Principal	Réhabilitation Sporting	5 765 000,00	0,00	1 000 000,00	2 382 500,00	2 382 500,00	
AP19.002	Casino	Réhabilitation Sporting	763 352,63	463 352,63	300 000,00			

4. Les besoins de financement pour l'année 2024

Le tableau ci-dessous représente les modes de financement des dépenses d'investissement de la commune ces dernières années avec une projection jusqu'en 2024.

La ligne solde du tableau correspond à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses d'investissement de la commune (Restes à réaliser et report n-1 compris). Les restes à réaliser ne sont disponibles que pour l'année de préparation budgétaire, les années en rétrospective correspondent aux comptes administratifs de la commune.

Année	2021	2022	2023	2024
Dépenses réelles (hors dette)	2 124 674	4 208 614	5 823 219	9 151 615
Remboursement de la dette	670 369	511 480	525 213	399 401
Dépenses d'ordre	1 058 452	1 027 860	1 140 912	1 007 090
Restes à réaliser	602 500	360 000	2 545 000	0
Dépenses d'investissement	4 455 994	6 107 953	10 034 343	10 558 106

En 2024, il est déjà projeté la réalisation de l'emprunt de 2 000 000 € signé en fin d'année 2023 pour les travaux de sécurisation de la piste cyclable entre Soorts et Hossegor.

Il est également inscrit un emprunt pour le Sporting.

Nous avons rencontré des banques au sujet du financement de ces travaux. La Caisse des Dépôts et Consignations propose un prêt qui offre beaucoup de souplesse.

Le montant est modulable et il peut couvrir la totalité du projet. Nous sommes libres de tirer des montants à hauteur de nos besoins selon les tranches de travaux qui seront actés. De plus, la durée de mobilisation est de 5 ans maximum et celle d'amortissement est possible sur 30 ans.

Enfin, le taux du prêt est variable mais est basé sur le taux du Livret A +0,40% (aujourd'hui le LA est à 3,00 %, soit 3,40%).

En 2024, il est donc inscrit une première mobilisation de 1 000 000 € pour financer le début des travaux de la phase 1.

Année	2021	2022	2023	2024
Subvention d'investissement	398 707	177 359	392 597	1 786 972
FCTVA	180 395	234 753	450 819	775 000
Autres ressources	568 926	426 428	408 076	250 000
Recettes d'ordre	1 854 933	1 698 185	1 907 705	2 777 465
Emprunt	0	0	0	3 000 000
Autofinancement	545 000	1 210 000	2 010 000	2 015 000
Restes à réaliser	0	0	2 000 000	0
Recettes d'investissement	3 547 962	3 746 726	7 169 196	10 604 437
Solde (RI - DI)	-908 033	-2 361 227	-2 865 147	46 331
Résultat n-1 Invest.	2 822 978	2 547 424	546 909	-1 749 928
Solde I	1 914 945	186 197	-2 318 238	-1 703 597
Résultat n Fonct.	5 836 578	5 654 086	4 520 216	4 653 926
Solde I + F	7 751 523	5 840 283	2 201 978	2 950 328

V. Les ratios de la commune

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios de 2021 à 2024.

DGCL - Commune
touristiques hors
montagne 3 500 à
10 000 hab.

Ratios / Année	2021	2022	2023	2024	Ratios comparatif
1 - DRF € / hab	1 356,87	1 398,08	1 564,95	1 497,95	907,00
2 - Fiscalité directe € / hab	650,28	668,66	723,57	885,81	577,00
3 - RRF € / hab	1 730,70	1 634,54	1 792,63	1 818,03	1 130,00
4 - Dépenses d'équipement € / hab	261,05	452,45	765,42	1 088,14	291,00
5 - Dette / hab	688,53	459,09	384,01	744,47	871,00
6 - DGF / hab	94,71	87,40	87,43	87,43	135,00
7 - Dépenses de personnel / DRF	49,50%	51,49%	48,50%	54,66%	56,90%
8 - CMPF (coeff de mobilisation du potentiel fiscal) Fiscalité / PF	0,51	0,54	0,53	0,65	-
9 - DRF + Capital de la dette / RRF	83,87%	89,89%	91,36%	85,43%	88,50%
10 - Dépenses d'équipement / RRF	15,08%	27,68%	42,70%	59,85%	25,80%
11 - Encours de la dette / RRF Taux d'endettement	39,78%	28,09%	21,42%	40,95%	77,10%

- *DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement*
- *RRF = Recettes réelles de Fonctionnement*
- *POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes*
- *CMPF = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal correspond à la pression fiscale exercée par la commune sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.*
- *CMPF élargi = la CMPF est élargi au produit de fiscalité directe encaissée sur le territoire communal, c'est-à-dire « commune + groupement à fiscalité propre ».*

Attention, dans le cadre de la comparaison des ratios avec les différentes strates. Cela ne reflète pas forcément la réalité du territoire avec les différences de situation au niveau du territoire national. De plus, le nombre d'habitant de la commune peut se situer sur la limite haute ou basse d'une strate.

Comparatif avec les communes de même strate :

Communes en France métropolitaine	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Moins de 100 hab.	896	329	356	1 243	493	643	263	23,7	81,4	39,6	51,8
100 à 200 hab.	670	296	316	911	334	591	203	29,2	83,8	36,7	64,9
200 à 500 hab.	588	312	334	770	269	546	163	35,8	86,7	34,9	70,9
500 à 2 000 hab.	615	352	421	787	260	611	154	45,1	87,8	33,1	77,6
2 000 à 3 500 hab.	708	420	533	900	283	698	152	51,5	87,2	31,4	77,6
3 500 à 5 000 hab.	820	477	621	1 023	294	741	153	54,2	88,1	28,7	72,4
5 000 à 10 000 hab.	918	526	697	1 124	288	821	154	57,5	89,3	25,6	73,0
10 000 à 20 000 hab.	1 071	596	806	1 272	292	862	173	60,5	91,1	22,9	67,7
20 000 à 50 000 hab.	1 212	670	887	1 405	301	1 018	202	62,4	93,4	21,4	72,4
50 000 à 100 000 hab.	1 319	708	957	1 526	321	1 367	206	61,7	95,0	21,0	89,6
100 000 hab. et plus hors Paris	1 151	675	795	1 321	222	1 082	212	59,3	95,3	16,8	81,9

Communes touristiques hors montagne	844	907	583	651	1 107	294	925	133	56,7	90,5	26,5	83,5
Moins de 100 hab.	6	2 083	465	1 008	2 312	1 486	416	483	61,6	92,9	64,3	18,0
100 à 200 hab.	24	673	267	298	879	360	898	179	39,0	88,2	41,0	102,1
200 à 500 hab.	88	607	295	342	785	330	570	154	43,9	89,1	42,0	72,6
500 à 2000 hab.	306	634	381	412	805	245	594	155	49,0	86,9	30,4	73,7
2000 à 3500 hab.	164	725	464	523	939	307	748	156	53,6	85,3	32,7	79,7
3500 à 10 000 hab.	186	907	577	640	1 130	291	871	135	56,9	88,5	25,8	77,1
10 000 à 20 000 hab.	48	1 007	670	777	1 219	298	947	108	58,6	90,4	24,5	77,7
20 000 à 50 000 hab.	19	1 060	714	785	1 248	310	1 143	131	57,6	94,5	24,8	91,6
50 000 hab. et plus	3	1 160	685	739	1 241	303	1 709	110	62,7	105,3	24,4	137,7

Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) /RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source www.collectivites-locales.gouv, données 2021)



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-002 : Approbation des modifications des statuts MACS au titre de : Transfert de la compétence « soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire » - réalisation d'un schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche - autres modifications

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Le territoire de MACS connaît une dynamique démographique importante (+ 23 % depuis 2009), au-dessus de la moyenne des territoires nationaux. Cette dynamique se constate également sur les populations jeunes (+ 15 % depuis 2009), dans une moindre mesure. Pourtant, si le taux de scolarisation des jeunes de MACS jusqu'au baccalauréat est équivalent à la moyenne nationale, le constat est tout autre sur le

taux de scolarisation post-bac : quand sur le plan national, 48 % des 18-24 ans continuent à être scolarisés après le bac, sur MACS pour cette même tranche d'âge, ce taux est de 31 %, soit 17 points de moins que la moyenne nationale.

Parmi les pistes expliquant un tel écart, il est principalement évoqué une réelle difficulté pour les jeunes locaux à quitter le territoire pour poursuivre leurs études. Ces difficultés pouvant s'expliquer par diverses raisons : économiques ou sociales, mais aussi personnelles, souvent liées à la qualité de vie du territoire.

Ce constat a déjà pu être évoqué lors des travaux de conception du projet de territoire adopté le 30 juin 2022. Les enjeux liés à l'enseignement supérieur et à la formation y sont clairement explicités à travers l'intention n°6 de faire-valoir et développer les métiers et savoir-faire locaux pour répondre aux besoins et enjeux territoriaux de demain. Concrètement, cette ambition passe par le projet de construire un territoire apprenant à travers la valorisation et le développement d'offres complémentaires ou nouvelles en formations et enseignement supérieur sur le territoire.

Dans ce contexte, MACS souhaite se doter d'une stratégie territoriale, support de la politique publique afin de :

- Connecter les attentes des jeunes du territoire et les besoins des filières économiques, pour identifier et choisir les contenus d'enseignement prioritaires à implanter,
- Articuler l'offre à développer sur MACS avec les démarches existantes sur le périmètre sud-néo-aquitain,
- Structurer une offre d'enseignement supérieur et de formation autour d'un réseau de pôles d'enseignements et d'équipements dédiés, en tenant compte des structures déjà opérationnelles (Domolandes, Acasal).

La Communauté de communes, accompagnée par la Commune de Capbreton, a ainsi initié une première expérimentation portant sur la conception d'un établissement de type campus sur le site du Gaillou. Une mission d'étude préalable à aménagement a été confiée en ce sens à la SATEL. Cette étude a permis l'analyse capacitaire du site et son potentiel d'aménagement, ainsi que la définition des conditions d'occupation du site par MACS et par les futurs opérateurs d'enseignement, sur un foncier appartenant à la commune.

Le projet tel que proposé prévoit la qualification du site destiné à l'accueil d'un campus en zone d'activité spécialisée enseignement supérieur, formation, recherche. MACS disposerait alors d'une mise à disposition de plein droit du foncier par la Commune, dans le cadre sa compétence « aménagement des zones d'activités », sans possibilité de céder tout ou partie du foncier. Les opérateurs d'enseignement bénéficieraient ensuite, à leur tour, d'une mise à disposition de locaux ou terrains de la part de MACS par convention d'occupation ou bail (bail emphytéotique administratif, bail à construction). La commune resterait propriétaire du foncier.

Ces études ont surtout contribué à faire émerger la nécessité de définir un cadre stratégique global qui permette de piloter une véritable politique publique territoriale en matière d'enseignement supérieur, de formation et de recherche. La

VU le projet de statuts modifiés, tel qu'annexé à la présente ;

CONSIDÉRANT que la Communauté de communes exerce les compétences obligatoires en matière d'actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du code général des collectivités territoriales et de création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité économique ;

CONSIDÉRANT que les travaux menés dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet de territoire ont permis d'identifier l'enjeu de la formation « post-bac » comme un enjeu prioritaire avec pour ambition de construire un territoire apprenant par la valorisation et le développement d'offres complémentaires ou nouvelles en formations et en enseignement supérieur ;

CONSIDÉRANT qu'une étude préalable confiée à la SATEL, avec le soutien de la commune de Capbreton, a permis l'analyse capacitaire d'un premier site destiné à l'accueil d'un campus en zone d'activité spécialisée enseignement supérieur, formation, recherche et son potentiel d'aménagement, ainsi que la définition des conditions d'occupation du site par MACS et par les futurs opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche ;

CONSIDÉRANT que la consolidation des premiers travaux en vue de l'aménagement, par la Communauté de communes, d'un campus sur le site du Gaillou Capbreton nécessite un transfert de compétence facultative supplémentaire, en complémentarité des compétences obligatoires déjà exercées en matière d'actions de développement économique et de zone d'activité économique ;

CONSIDÉRANT la possibilité donnée, par les dispositions de l'article L. 216-11 du code de l'éducation, aux collectivités territoriales et à leurs groupements de contribuer au financement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur leur territoire, ainsi qu'aux œuvres universitaires et scolaires ;

CONSIDÉRANT que la présente proposition de modification des statuts de MACS relative au transfert d'une nouvelle compétence facultative constitue une opportunité de procéder à la suppression de la compétence inscrite à l'article 8.2.3 des statuts de soutien aux équipements bénéficiant de la labellisation « scène départementale » devenue obsolète ;

Après en avoir délibéré,

Avec 20 voix pour

***4 abstentions** (Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON, Caroline CABANAC-ESCANDE, Lionel BARBERIS)*

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le transfert de la compétence facultative supplémentaire en matière de « soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire », et la modification consécutive des statuts, telle qu'annexée à la présente,

PREND acte de la réalisation du schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche par une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) auprès d'un bureau d'étude référencé,

PREND acte de la poursuite des études préalables à l'aménagement du site du Gaillou sur la Commune de Capbreton,

APPROUVE la modification des statuts de MACS portant sur la mise en conformité de la rédaction de l'article 6.4 des statuts complétés comme suit :

Cette compétence obligatoire des EPCI à fiscalité propre a depuis été étendue aux terrains familiaux locatifs par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, dont les objectifs consistaient à encourager la citoyenneté et l'émancipation des jeunes, à favoriser la mixité sociale et l'égalité des chances dans l'habitat et renforcer l'égalité réelle :

« Article 148 : Le d du 3° du I de l'article L. 3641-1, le 4° du I de l'article L. 5214-16, le 7° du I de l'article L. 5215-20, le 13° du I de l'article L. 5215-20-1, le 6° du I de l'article L. 5216-5, le d du 3° du I de l'article L. 5217-2 et le d du 2° du II de l'article L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales sont complétés par les mots : « et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ».

Il est dans ces circonstances proposé de mettre en conformité la rédaction statutaire de la compétence obligatoire de MACS en matière d'accueil des gens du voyage avec les dernières dispositions législatives (article 6.4 des statuts de MACS).

VU la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU le code de l'éducation, notamment ses articles L. 211-7, L. 214-2 et L. 216-11 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 4252-1 à L. 4252-3, L. 5214-16, L. 5211-17 et L. 5211-20 ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/ n° 12 en date du 13 février 2023 portant modifications des statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 30 juin 2022 portant approbation du projet de territoire de la Communauté de communes ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 30 juin 2022 portant approbation du protocole d'accord avec la commune de Capbreton et la Société d'aménagement des territoires et d'équipement des Landes (SATEL) relatif à la réalisation d'une étude préalable de faisabilité pour l'implantation d'un campus Sud-Landes ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 30 novembre 2023 portant approbation de la modification des statuts de MACS relative au transfert de compétence « soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire », à la réalisation d'un schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche et à l'approbation d'autres modifications ;

VU les avis des membres du comité de pilotage Enseignement Supérieur réuni le 4 octobre 2023 sous l'autorité du Président de MACS ;

d'aménagement. L'enveloppe budgétaire pour la réalisation de ces différentes études est évaluée à 120 000 € HT.

Autres modifications statutaires

- **En matière culturelle**

Par ailleurs, à la faveur du transfert de compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et recherche, il est proposé d'apporter une modification des statuts en matière culturelle, à travers la **suppression de la compétence inscrite à l'article 8.2.3 des statuts de soutien aux équipements bénéficiant de la labellisation « scène départementale »** devenue obsolète.

En effet, en 2002, MACS avait décidé de s'investir dans le champ culturel pour répondre à trois objectifs :

- Permettre aux familles de faire bénéficier leurs enfants d'un apprentissage musique et/ou danse avec le Conservatoire des Landes,
- Accompagner la structuration d'un réseau de médiathèques en soutien aux communes,
- Accompagner la commune de Saubrigues dans son projet de développement d'une salle de spectacles « La Mamisèle ».

S'agissant du dernier objectif, le territoire n'était pas doté, lors de la création de la Communauté de communes au 1er janvier 2002, d'autant d'équipements culturels qu'aujourd'hui et il existait une réelle opportunité de développement d'une scène de spectacles. Le label « Scène départementale » permettait à la commune de Saubrigues de prétendre à une dotation en investissement technique non négligeable à l'ouverture et à une subvention de fonctionnement permettant le développement d'une petite saison culturelle.

En 2018, le label « Scène départementale » a été supprimé par le départemental des Landes dans le cadre d'une refonte du règlement d'aide à la diffusion du spectacle vivant.

Aujourd'hui, la suppression de ce label n'impacte pas le projet de saison culturelle développé par l'association Scène aux Champs au sein de la salle « La Mamisèle ». MACS octroie une subvention de fonctionnement basée sur une convention d'objectifs établie pour 3 ans et travaille en étroite relation avec l'association sur des projets de coréalisation tout au long de l'année (en lien avec la compétence inscrite à l'article 8.2.1 des statuts en matière de « soutien aux événements, manifestations et activités culturelles »).

- **Mise à jour de la rédaction de la compétence obligatoire « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil »**

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000, dite loi Besson, a fixé les grandes orientations et obligations relatives à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. Dans ce cadre, les

EPCI à fiscalité propre ont une compétence obligatoire en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

décision de réalisation d'équipements et établissements dédiés procèderait d'arbitrages politiques effectués à partir de préconisations stratégiques sur les choix de contenus et filières d'enseignement à prioriser pour le territoire.

En ce sens, des contacts ont déjà été établis avec une diversité d'acteurs (privés et publics) et de partenaires institutionnels (direction régionale de l'enseignement supérieur et de la recherche) pour organiser le développement des réflexions.

Ainsi, un comité de pilotage regroupant l'ensemble de ces interlocuteurs s'est constitué sous la présidence de MACS, accompagnée des communes déjà impliquées dans ce domaine (Capbreton, Saint-Geours-de-Maremne, Soustons, Vieux-Boucau). Ce comité a pour mission de guider les réflexions et travaux engagés ou à initier, en tenant compte du double enjeu stratégique (*quels contenus d'enseignement déployer ?*) et structurel (*comment concrétiser le déploiement de l'offre ? à partir de quelles infrastructures ?*).

Prise de compétence et schéma directeur

Pour accompagner et consolider les travaux menés dans le cadre de ce projet, il est proposé au conseil communautaire de délibérer en faveur de la prise de compétence (facultative) « ***Soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire*** ». Cette prise de compétence, telle que prévue par les dispositions de l'article L. 216-11 du code de l'éducation selon lequel « *Dans le cadre de leurs schémas de développement universitaire et scientifique propres et en cohérence avec les contrats pluriannuels d'établissement, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent contribuer au financement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur leur territoire, ainsi qu'aux œuvres universitaires et scolaires* », permettra de légitimer les actions que pourra porter la Communauté de communes dans le cadre de ce dossier et facilitera les démarches à entreprendre auprès des opérateurs de la sphère publique, dont les universités.

Il est également proposé de valider la réalisation d'un schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche. Ce document cadre qui s'articulera avec les grandes orientations du projet de territoire constituera le document d'application de la politique publique de MACS en matière d'enseignement supérieur et de formations.

Pour sa conception, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sera sollicitée auprès de bureaux d'études experts et référencés par le réseau de partenaires qui accompagnent MACS. L'enveloppe budgétaire pour la réalisation de cette mission est estimée à 60 000 € TTC.

Poursuite des démarches de préparation à la conception d'un réseau de campus territorial

Dans la continuité des études initiées sur un premier site identifié sur Capbreton, il est proposé de poursuivre les procédures qui permettront d'aboutir à la réalisation d'un premier équipement sur le territoire. Cela comprend l'ensemble des démarches encadrant la mise à disposition foncière de la commune vers MACS ainsi que les études environnementales et réglementaires préalables à tous projets

« 6.4) Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage »,

APPROUVE la modification des statuts de MACS portant sur la suppression de la compétence inscrite à l'article 8.2.3 en matière de soutien aux équipements bénéficiant de la labellisation « scène départementale » devenue obsolète, tel qu'annexé à la présente,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à notifier la présente à Monsieur le président de MACS et à Madame la préfète des Landes,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire


- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-003 : signature d'une convention pour la mise à disposition de conteneurs et l'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets au carrefour des avenues Marcel Prévost et Jean Duboscq

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

La commune a souhaité faire aménager au carrefour de l'avenue Marcel Prévost et avenue Jean Duboscq les espaces nécessaires à l'implantation d'un conteneur d'ordures ménagères semi-enterrés et de trois conteneurs de tri sélectif semi-enterrés, entraînant des travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets.

Dans le cadre de ses compétences pour le compte des EPCI membres, le SITCOM Côte Sud des Landes assure la mise à disposition de conteneurs enterrés, semi-enterrés ou aériens.

Les travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets sur la commune de Soorts-Hossegor ne relèvent pas de la compétence communautaire et sont financés et réalisés par la commune.

Au titre de sa compétence « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », transférée au SITCOM, et conformément à l'article 3 des statuts de ce dernier, aucun complément de contribution ne sera appelé car la mise à disposition des deux conteneurs d'ordures ménagères semi-enterrés est financée par le SITCOM.

VU la décision du bureau communautaire en date du 15 décembre 2021 relative à l'approbation de la mise à disposition de conteneurs et de travaux d'embellissement,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec le SITCOM et la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-004 : Convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Communauté de communes MACS en vue de la passation de marchés publics ou d'accords-cadres pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1414-3.-I, L.2121-2, L.2121-22 et L.2121-29 ;

VU le code de la Commande publique ;

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts Hossegor et les membres du groupement souhaitent procéder à l'achat de prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique ;

CONSIDÉRANT la constitution d'un groupement de commandes à titre permanent, en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de passer une convention entre les partenaires afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement pour la passation des marchés publics ou accords-cadres.

CONSIDÉRANT que la convention précitée désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

➤ **Phase de préparation des dossiers de consultation et de recueil des besoins :**

- Constituer les dossiers de consultations des entreprises : la définition des prestations, la rédaction des documents techniques étant assurés par le comité technique de la consultation,
- Définir la procédure avec le comité technique de la consultation,
- Rédiger les documents administratifs contractuels,

➤ **Phase de passation des marchés et accords-cadres :**

- Procéder aux formalités de publicité et de remise des offres adéquates,
- Centraliser les questions posées par les candidats et centraliser les réponses,
- Réceptionner les candidatures et les offres,
- Procéder à l'analyse de la recevabilité des offres pour les volets administratifs,
- Convoquer et organiser la Commission d'Appel d'Offres (CAO) si besoin et rédiger les procès-verbaux si la procédure l'impose,
- Aviser les candidats non retenus du rejet de leur offre,
- Informer le titulaire du marché qu'il a été retenu,
- Rédiger et envoyer l'avis d'intention de conclure, le cas échéant, et l'avis d'attribution,
- Remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant de signer leur marché ou accord cadre.

CONSIDÉRANT que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- Déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur
- S'engager dans une participation active à la définition de ses propres besoins
- Signer et notifier, en leur nom propre, les marchés ou accords-cadres susvisés ;
- Rédiger et transmettre les pièces, décisions ou délibérations relatives à ces marchés ou accords-cadres au contrôle de légalité
- S'assurer de la bonne exécution du marché ou accord-cadre, portant sur l'intégralité de ses besoins, d'inscrire le montant des opérations qui le concerne dans le budget de sa structure et d'en assurer l'entière exécution comptable, juridique et administrative

- S'engager à participer aux échanges concernant le suivi d'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord-cadre

CONSIDÉRANT la mise en place d'un comité technique de coordination et de suivi qui sera composé d'un ou plusieurs représentant(s) de chaque membre du groupement, intéressés au projet, en fonction des prestations envisagées.

CONSIDÉRANT que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement.

CONSIDÉRANT que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics ou accords-cadres, est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du Code Général des Collectivités territoriales, et composée comme suit :

- Un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement.
- La commission d'appel d'offres est présidée par le Président de MACS, coordonnateur, ou son représentant

*Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique entre la commune de Soorts-Hossegor et les membres du groupement de commande.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ces procédures de marchés publics ou accords-cadres, la convention et tous les actes s'y référant.

DÉSIGNE :

- Monsieur Alain CLAVERIE comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes ;
- Monsieur André JAKUBIEC comme membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

24/01/2024

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n° 240119-005 : signature d'une convention de servitude avec ENEDIS pour la mise en place d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée AT 120 appartenant à la commune

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Monsieur le Maire informe qu'ENEDIS doit effectuer des travaux pour la mise en place d'une ligne électrique souterraine située sur la parcelle cadastrée AT 120 appartenant à la commune.

Cette ligne électrique va permettre le renforcement du réseau souterrain existant, suite à l'installation de panneaux photovoltaïques sur une propriété privée (parcelle AS 164- autorisations d'urbanisme n^{os} DP04030422D0290 et DP04030422D0291).

Pour permettre à ENEDIS d'intervenir sur le domaine public, il convient de signer cette convention de servitude.

La commune conserve la propriété et la jouissance mais accepte la présence des ouvrages de l'installation des câbles souterrains d'ENEDIS.

VU le Code de l'énergie et, notamment, ses articles L. 232-1 et L. 323-2, le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L. 2241-1 et L. 2122-21, R. 2333-105 et R. 2333-1 05-1,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et, notamment, son article L. 2122-4,

VU les autorisations d'urbanisme,

CONSIDERANT la nécessité de constituer au profit de la société ENEDIS d'une servitude de ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée section AT 120,

CONSIDERANT que cette servitude est accordée et conclue pour la durée des ouvrages ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués.

CONSIDERANT le projet de convention de servitude en pièce jointe,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec ENEDIS.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN


Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n° 240119-006 : désignation des représentants de la Commune pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'association Office de tourisme d'Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

L'année 2023 a été marquée par un travail important et collaboratif avec l'association qui porte l'Office de Tourisme communal pour :

- Rationnaliser le fonctionnement de la structure ;
- Convenir de façon partagée les missions de la Commune et de l'association ;
- Revoir la gouvernance de l'association pour asseoir une représentation cohérente de la Commune au sein du Conseil d'Administration de l'Office de Tourisme (5 élus municipaux sur les 17 postes d'administrateurs).

Ce travail s'est conclu par une convention d'objectifs et de moyens pour 2024 adoptée lors du conseil municipal du 8 décembre 2023.

L'objet de la présente délibération est de désigner nommément les 5 élus qui représenteront, avec droit de vote, la Commune au sein du Conseil d'Administration de l'association Office de Tourisme.

Monsieur le Maire propose les 5 représentants suivants pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'association de l'Office de Tourisme d'Hossegor :

- Mesdames Véronique CAZAVANT, Emmanuelle BESCHERON, Caroline CABANAC-ESCANDE ;
- Messieurs Quentin BENCHETRIT, Patrice BIANCONE.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-33 ;

VU les statuts de l'association portant l'Office de Tourisme d'Hossegor ;

VU la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2024 entre la Commune et l'association Office de tourisme d'Hossegor approuvée en conseil municipal le 8 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

DESIGNE les cinq représentants suivants pour siéger au sein du conseil d'administration de l'association de l'Office de tourisme d'Hossegor :

- Mesdames Véronique CAZAVANT, Emmanuelle BESCHERON, Caroline CABANAC-ESCANDE
- Messieurs Quentin BENCHETRIT, Patrice BIANCONE

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

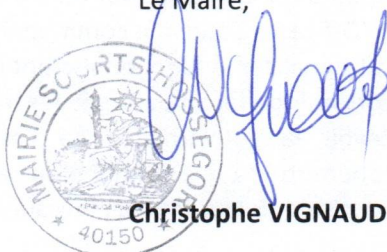
Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD



Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-007 : Approbation du périmètre délimitant le domaine portuaire comprenant le port de Capbreton et le lac marin de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Monsieur le Maire rappelle que l'arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2021 a acté le transfert de la compétence de l'exploitation du port de plaisance Capbreton-Hossegor-Seignosse à la Communauté de communes MACS.

Dans le cadre des échanges relatifs à la procédure de finalisation de ce transfert compétence tout au long de l'année 2021, il avait été acté avec la Préfecture le principe du transfert en pleine propriété de l'Etat à la Commune des dépendances du domaine public du port de plaisance qui comprend géographiquement le bassin

portuaire et le chenal du Boucarot (passe) jusqu'aux feux de balisage maritime situés sur le territoire de la commune de Capbreton, ainsi que le canal et lac marin d'Hossegor situés sur le territoire des communes d'Hossegor et de Seignosse.

Le Service de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Landes a été missionné par Madame la Préfète pour délimiter le domaine public portuaire afin d'enclencher par la suite la procédure de transfert de pleine propriété de l'Etat aux Communes concernées.

Ainsi que la procédure le prévoit, l'assemblée est invitée à se prononcer sur la délimitation du périmètre portuaire établie par la DDTM (cf. pièces jointes).

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2111-4 et L. 2111- 5 et R. 2111-4 à R. 2111-14 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-19 et R. 123-46-1 ;

VU la loi n° 2020-1525 du 07 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

VU le décret n° 202141000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement et notamment son article 8 ;

VU le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes ;

VU le décret du 21 juin 2023 portant nomination de Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1982 délimitant le domaine public maritime autour du lac d'Hossegor ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1983 de délimitation de domaine portuaire du port de plaisance de Capbreton, modifié le 21 janvier 1991 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-346-DC2PAT du 24 juillet 2023 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

VU la consultation préalable de la commune de Capbreton ;

VU la consultation préalable de la commune de Seignosse ;

VU la consultation préalable de la commune de Soorts-Hossegor ;

CONSIDERANT que la délimitation du domaine portuaire proposée à la participation électronique du public est le résultat d'une constatation terrain actualisant l'ancienne délimitation ;

SUR PROPOSITION de Madame la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer des Landes ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE les limites du domaine portuaire comprenant le port de Capbreton et le lac marin de Soorts-Hossegor telles que fixées sur les plans annexés à la présente.

AUTORISE le Maire ou son représentant à déposer tout dossier en ce sens et signer tout document s'y rapportant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

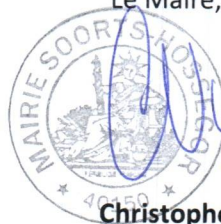
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-008 : Rapport annuel 2023 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Depuis le 1^{er} janvier 2018, tout contrevenant qui ne règle pas le stationnement payant doit s'acquitter du paiement d'un Forfait Post Stationnement (FPS), conformément à la Loi MAPTAM n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles concernant la dépenalisation du stationnement à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les automobilistes pourront contester l'avis de paiement du FPS. Pour cela, ils devront introduire un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) dans un délai maximum d'un mois suivant la date de notification de l'avis de paiement du FPS auprès de notre collectivité.

Ce RAPO agit comme un premier filtre permettant de limiter les dépôts de recours non fondés devant la juridiction chargée de traiter les contentieux liés au stationnement payant, dénommée Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP).

L'examen du RAPO est effectué par l'autorité dont dépend l'agent qui a établi l'avis de paiement, ou être confié à un tiers contractant. Dans ce dernier cas, l'autorité dont relève l'agent ayant établi le FPS reste juridiquement responsable et signataire des décisions prises après analyse des RAPO.

Les automobilistes pourront présenter un recours devant la CCSP dans un délai d'un mois suite au rejet du RAPO ou contre le titre exécutoire.

Si la requête est jugée recevable, elle est communiquée à notre collectivité qui dispose d'un mois pour produire ses observations.

L'autorité en charge de l'examen des RAPO doit établir chaque année un rapport d'exploitation annuel et présenté à l'assemblée délibérante ayant instituée la redevance avant le 31 décembre de l'année suivante. Ce rapport contient un tableau détaillé du suivi statistique des contestations et précise les motifs de recours et les suites à donner.

Un rapport annuel des recours administratifs préalables obligatoires doit être présenté à l'assemblée délibérante.

Les usagers souhaitant contester le bien-fondé du Forfait Post Stationnement (FPS) doivent formuler, auprès de la commune un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO)..

Pour la commune, le nombre total des FPS émis pour l'année 2023 est de 233.

Les demandes de RAPO concernent principalement :

- Des erreurs de saisie de plaque d'immatriculation faites par les utilisateurs ;
- La non-apposition des cartes d'invalidité GIC/GIC ;
- Le dysfonctionnement des horodateurs.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, les articles L. 2333-87 et R. 2333-120-15,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

VU le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°231208-016 du Conseil municipal du 8 décembre 2023 portant fixation des tarifs du Forfait de Post-Stationnement (FPS),

VU le rapport annuel 2023 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) ci-annexé,

CONSIDÉRANT que depuis 2018 et la mise en place de la dépenalisation du stationnement payant, la gestion du stationnement sur voirie mais également la gestion des contestations est dorénavant une compétence revenant à la Commune dont relève l'agent assermenté ayant établi l'avis de paiement du Forfait Post-Stationnement (FPS),

CONSIDÉRANT que la contestation prend la forme d'un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) effectué dans un délai d'un mois suivant la date de notification de l'avis de paiement du FPS,

CONSIDÉRANT que l'autorité qui a en charge l'examen des RAPO doit établir un rapport annuel,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du présent rapport annuel des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO).

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,


Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-009 : Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste secours à la plage centrale.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Monsieur le Maire rappelle que les maîtres-nageurs sauveteurs sont confrontés à un problème d'espace pour sécuriser à l'intérieur du bâtiment existant l'ensemble du matériel nécessaire à leurs missions.

Il est proposé d'agrandir le garage attenant au poste de secours jusqu'à la passerelle en bois (environ 45 m²).

Les grands principes de ce projet ont été présentés et validés en Commission Générale du 12 septembre 2023.

VU les études préalables réalisées dans le cadre de ce projet ;

VU la délibération du 22 septembre 2023 relative à la demande de permis de construire relative à ce projet ;

CONSIDERANT la volonté du Conseil Municipal d'engager des travaux pour l'extension du garage attenant au poste de secours à la plage centrale ;

CONSIDERANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

S'ENGAGE à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés pour l'extension du poste de secours à la plage centrale, auprès :

- de l'Etat ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.



PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire



- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-010 : Sollicitation de subventions dans le cadre de travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes des équipements publics au cimetière.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a engagé une démarche de service public de proximité avec la création d'un bureau au cimetière où fonctionne un binôme d'agents municipaux chargé de l'entretien et de la gestion règlementaire du cimetière. Cette équipe a relevé le besoin d'améliorer l'accessibilité du cimetière aux personnes à mobilité réduite.

CONSIDERANT les études préalables réalisées dans le cadre de ce projet ;

CONSIDERANT la volonté du Conseil Municipal d'engager des travaux de mise en conformité des accès pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes des équipements publics au cimetière.

CONSIDERANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

S'ENGAGE à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés dans le cadre de travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes des équipements publics au cimetière, auprès :

- de l'Etat ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.



PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119- 011 : Mise à jour des commissions municipales et de leur composition

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCOQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Monsieur le Maire précise qu'à la suite du départ de deux conseillers municipaux et à la décision de créer un service communal dédié à la gestion des événements, il est nécessaire de mettre à jour la composition des commissions municipales.

Il est rappelé que ces commissions ad hoc ont un rôle consultatif ; le Maire en est le président de droit, mais peut se faire représenter par un autre élu du conseil municipal.

Ces commissions sont créées dans un souci d'ouverture politique ; chaque élu peut s'inscrire dans les commissions qu'il souhaite, sans s'attacher au strict respect de la proportionnalité des représentations politiques au sein de chacune d'elle.

Monsieur le Maire propose de mettre à jour les commissions municipales :

- Urbanisme, développement urbain
 - *Sous-commission Urbanisme*
 - *Sous-commission Logement*
- Travaux, voirie, patrimoine
- Finances
- Prévention, sécurité, gestion des plages
- Communication
- Environnement, écologie
- Culture
- Développement économique, espaces concédés
- Education, petite enfance, enfance, jeunesse, affaires sociales, EHPAD
 - *Sous-commission Education, Petite Enfance*
 - *Sous-commission Enfance, jeunesse, affaires sociales*
 - *Sous-commission Conseil municipal des jeunes*
- Evènementiel
 - *Sous-commission Evènements sportifs et animations*
 - *Sous-commission Noël*
- Associations
- Ressources humaines
- Médiation avec les commerçants, PME/TPE, artisans
- Gestion des risques sanitaires
- Cimetière
- Commission communale de sécurité relative au contrôle des établissements recevant du public
- Commission de révision des listes électorales

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-22 ;

VU la délibération n°200717-010 du 17 juillet 2020 relative à la composition des commissions municipales ;

VU la délibération n°201211-024 du 11 décembre 2020 relative à la composition des commissions éducation, enfance, jeunesse

VU la convocation transmise le 22 janvier 2024 aux membres de la commission évènementiel

VU la commission évènementiel réunie le 25 janvier 2024 pour désigner son/sa Vice-Président.e

CONSIDERANT la création d'un service dédié aux événements,

CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour la composition des commissions municipales suite à des départs de membres du conseil municipal,

CONSIDERANT qu'en application du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut former des commissions présidées de droit par monsieur le Maire dont la composition doit respecter la représentation proportionnelle,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil municipal,

DÉCIDE de ne pas procéder au scrutin secret aux désignations de représentants et délégués.

DÉCIDE de ne pas fixer le nombre de membres dans chacune des commissions/sous-commissions.

PROCÈDE pour chaque commission/sous-commission, à main levée, à l'élection les membres du conseil municipal :

COMMISSION URBANISME, DEVELOPPEMENT URBAIN

➤ **Sous-commission Urbanisme**

Vice-présidente :	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
Membres :	Henri ARBEILLE
	Alain CLAVERIE
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	André JAKUBIEC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGER
	Christian DUCAMP

➤ **Sous-commission Logement**

Vice-présidente :	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
Membres	Alain CLAVERIE
	Catherine CERIZAY-MONTAUT

COMMISSION TRAVAUX, VOIRIE, PATRIMOINE

Vice-président :	Alain CLAVERIE
Membres :	Véronique CAZAVANT
	Caroline CHABRES-DUC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGER
	Christian DUCAMP

COMMISSION FINANCES

Vice-président :	Edouard DUPOUY
Membres :	Henri ARBEILLE
	Lionel BARBERIS
	André JAKUBIEC
	Patrice BIANCONE
	Myriam LANGLOIS

COMMISSION PREVENTION, SECURITE, GESTION DES PLAGES

Vice-présidente :	Mathilde VINTROU
Membres :	Emmanuelle BESCHERON
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Paul GONCALVES
	Christian DUCAMP

COMMISSION COMMUNICATION

Vice-présidente :	Oriane RUVAL
Membres :	Quentin BENCHETRIT
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE

Vice-président :	Michel VILLEGER
Membres :	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON
	Alain CLAVERIE
	André JAKUBIEC
	Christian DUCAMP

COMMISSION CULTURE

Vice-président :	Céline LUNARDELLI
Membres :	Gaétane ARICKX
	Patrice BIANCONE
	Sandrine BOMPAS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Oriane RUVAL

COMMISSION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ESPACES CONCEDES

Vice-président :	André JAKUBIEC
Membres :	Lionel BARBERIS
	Jean BELLOCQ
	Patrice BIANCONE
	Véronique CAZAVANT
	Caroline CABANAC-ESCANDE

COMMISSION EDUCATION, PETITE ENFANCE, ENFANCE, JEUNESSE

Vice-présidente :	Caroline CHABRES DUC
Membres :	Sandrine BOMPAS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Myriam LANGLOIS
	Lionel BARBERIS

➤ **Sous-commission Conseil Municipal des Jeunes**

Vice-présidente :	Caroline CHABRES DUC
Membres :	Sandrine BOMPAS
	Emmanuelle BESCHERON
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Myriam LANGLOIS
	Christian DUCAMP

COMMISSION EVENEMENTIEL

Vice-présidente :	Céline LUNARDELLI
Membres :	Caroline CHABRES-DUC
	Mathilde VINTROU
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Quentin BENCHETRIT
	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Caroline CABANAC-ESCANDE

➤ **Sous-commission Evènements sportifs**

Vice-président :	Jean BELLOCQ
Membres :	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON
	Véronique CAZAVANT

➤ **Sous-commission Animations de Noël**

Vice-présidente :	Gaétane ARICKX
Membres :	Elsa BECKER
	Sandrine BOMPAS
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	Véronique CAZAVANT
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION ASSOCIATIONS

Vice-président :	Paul GONCALVES
Membres :	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION RESSOURCES HUMAINES

Vice-président :	Jean-Marc LEROY
Membres :	Lionel BARBERIS
	Paul GONCALVES
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

COMMISSION MEDIATION AVEC LES COMMERÇANTS, PME/TPE, ARTISANS

Vice-président :	Patrice BIANCONE
Membres :	Gaétane ARICKX
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

COMMISSION GESTION DES RISQUES SANITAIRES

Vice-président :	Quentin BENCHETRIT
Membres :	Elsa BECKER
	Mathieu PARAILLOUS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Michel VILLEGER

COMMISSION GESTION DES CIMETIERES

Vice-présidente :	Myriam LANGLOIS
Membre :	Véronique CAZAVANT

**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE RELATIVE AU CONTROLE DES
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

Représentant titulaire :	Alain CLAVERIE
Suppléant :	Mathilde VINTROU

COMMISSION DE REVISION DES LISTES ELECTORALES :

Membres titulaires	Membres suppléants
Sandrine BOMPAS	Quentin BENCHETRIT
Caroline CHABRES-DUC	Emmanuelle BESCHERON
Michel VILLEGER	
Christian DUCAMP	
Catherine CERIZAY-MONTAUT	

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 25 janvier 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Mme DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-012 : Mise à jour des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et particulièrement ses articles L. 1411-1, L. 1411-5, L. 1411-6 et L. 1411-7 ainsi que ses articles D. 1411-3 à D. 1411-5,

VU la délibération du conseil municipal en date du 17 juillet 2020 portant fixation des conditions de dépôt des listes de la commission d'appel d'offres ;

VU la délibération n°200901-007 du 1^{er} septembre 2020 relative à la nomination des membres de la commission de la commission d'appel d'offres (CAO)

CONSIDERANT la démission de Monsieur David MINVIELLE et le décès de Monsieur Baudoin MERLET,

CONSIDERANT que Monsieur Baudoin MERLET qui était membre titulaire doit être remplacé par le premier suppléant de la commission, Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN.

CONSIDERANT que l'élection des membres de la CAO est un scrutin de liste ; le poste de membre suppléant de Monsieur MINVIELLE sera supprimé.

Monsieur le Maire propose la composition suivante :

❖ **DELEGUES TITULAIRES :**

Patrice BIANCONE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
Maëlle DUBOSC-PAYSAN Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
André JAKUBIEC Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
Emmanuelle BESCHERON Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement
Catherine CERIZAY-MONTAUT Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

❖ **DELEGUES SUPPLEANTS :**

Edouard DUPOUY Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
Alain CLAVERIE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
Henri ARBEILLE Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la nouvelle composition de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

24/01/2024

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-013 : Mise à jour des membres de la commission de délégation de service public (CDSP)

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et particulièrement ses articles L. 1411-1, L. 1411-5, L. 1411-6 et L. 1411-7 ainsi que ses articles D. 1411-3 à D. 1411-5 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 17 juillet 2020 portant fixation des conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public ;

VU la délibération n°200901-008 du 1^{er} septembre 2020 relative à la nomination des membres de la commission de délégation de service public ;

CONSIDERANT la démission de Monsieur David MINVIELLE et le décès de Monsieur Baudouin MERLET ;

CONSIDERANT que Monsieur Baudouin MERLET qui était membre titulaire doit être remplacé par le premier suppléant de la commission, Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN.

CONSIDERANT que l'élection des membres de la CDSP est un scrutin de liste, le poste de membre suppléant de Monsieur MINVIELLE sera supprimé.

Monsieur le Maire propose la composition suivante :

❖ **DELEGUES TITULAIRES :**

Patrice BIANCONE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
Maëlle DUBOSC-PAYSAN Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
André JAKUBIEC Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
Lionel BARBERIS Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement
Caroline CABANAC-ESCANDE Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

❖ **DELEGUES SUPPLEANTS :**

Edouard DUPOUY Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
Alain CLAVERIE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor
Henri ARBEILLE Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la nouvelle composition de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP).

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

24/01/2024

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-014 : Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

La procédure de recrutement du poste de responsable des services urbanisme et pôle accueil/état civil a conduit à retenir la candidature d'un agent ayant le grade d'ingénieur principal. Aucun poste vacant n'étant disponible au tableau des effectifs au grade de l'agent recruté, il convient de créer le poste.

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir un poste au grade d'Ingénieur principal pour le recrutement du responsable des services urbanisme et accueil/état civil ;

VU l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 5 octobre 2023 ;

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 abstentions (Catherine CERIZAY-MONTAUT, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant le poste suivant :

- 1 poste d'Ingénieur principal à temps complet
Pour le recrutement du responsable des services urbanisme et accueil/état civil à compter du 1^{er} février 2024 ;

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de l'agent sera celle fixée par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PRÉCISE que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents sont inscrits dans le budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice 2024.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-015 : Ouvertures de poste de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité »

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Comme chaque année en avant saison, il convient de procéder à l'ouverture de postes de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité » : anticipation des besoins annuels pour renforcer les équipes à la suite de départs pour mutation ou retraite, au pôle enfance jeunesse, à la maison de la petite enfance, au service de surveillance des plages pour les MNS qui dépassent les 6 mois de contrats saisonniers sur 12 mois.

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 1°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet, en raison d'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social : 35 Postes
- De catégorie B employés sur les grades d'éducateur des activités physiques et sportives, de rédacteur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'animateur : 7 Postes

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux.

DÉCIDE que :

- Les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} échelon au 11^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades,
- Les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} au 13^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades et,

RAPPELLE que le recrutement des agents se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 19 janvier 2024

**Délibération n°240119-016 : Ouvertures de poste de contractuels
pour « accroissement saisonnier d'activité »**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Comme chaque année en avant saison, il convient de procéder à l'ouverture de postes de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité » : anticipation des besoins annuels pour renforcer les effectifs pendant la saison estivale pour les services techniques, de la police municipale, du pôle enfance jeunesse et de la surveillance des plages pour les MNS qui ne dépassent pas les 6 mois de contrats saisonniers sur 12 mois.

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 2°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

CONSIDÉRANT la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet en raison d'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux et des plages :

- De grade d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social, de catégorie C ;
- De grade de rédacteur, d'animateur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale et d'éducateur des activités physiques et sportives de catégorie B.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le conseil municipal,

DÉCIDE de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux.

DÉCIDE que les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} échelon au 11^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades, les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} au 13^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades.

RAPPELLE que le recrutement des agents se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

24/01/2024

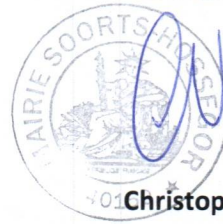
Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 janvier 2024

Délibération n°240119-017 : Création d'emplois non permanents pour le remplacement temporaire d'agents indisponibles

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Absents non représentés : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 2,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

CONSIDÉRANT la nécessité de prévoir la création d'emplois non permanents à temps complet et non complet pour assurer le remplacement d'agents titulaires indisponibles en raison :

- D'une disponibilité de courte durée prononcée
- D'office pour raison médicale
- De droit pour raisons familiales
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)
- Congé pour accident de service et maladie professionnelle
- Congé annuel
- Congés de maladie - de longue maladie- de longue durée – de grave maladie
- Temps partiel pour raison thérapeutique
- Congé pour maternité, ou pour adoption, avec traitement
- Congé de paternité et d'accueil de l'enfant, avec traitement
- Congé de formation professionnelle
- Congé pour validation des acquis de l'expérience
- Congé pour bilan de compétences
- Congé pour formation syndicale avec traitement
- Congé avec traitement, pendant la durée d'un mandat syndical, en qualité de représentant du personnel siégeant au sein d'un CHSCT
- Congé non rémunéré pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées
- Congés prévus par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 (congrés étendus à tous les fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités contractées ou aggravées au cours d'une guerre...)
- Congé de solidarité familiale
- Congé de proche aidant
- Congé pour siéger, comme représentant d'une association loi 1901
- Congé avec traitement pour accomplir soit une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle
- Congé de présence parentale
- Congé parental
- Ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Selon les grades suivants :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoints techniques, d'adjoints d'animation, d'agents sociaux, d'adjoints administratifs, d'adjoints administratifs principal de 2^e classe, d'adjoints administratifs principal de 1^e classe, d'ATSEM principal de 2^e classe, d'ATSEM principal de 1^e classe, et brigadier-chef principal de police municipale ;
- De catégorie B employés sur les grades éducateurs des activités physiques et sportives, d'éducateurs des activités physiques et sportives principal de 1^e classe, de rédacteur, de rédacteur principal de 2^e classe, rédacteur principal de 1^e classe, de technicien principal de 1^e classe, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure ;

- De catégorie A employés sur le grade d'attaché, d'attaché principal, d'ingénieur principal, d'ingénieur hors classe, d'éducateur de jeunes enfants, et puéricultrice hors classe.

**Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,**

DÉCIDE de créer des emplois non permanents à temps complet et non complet, pour le remplacement d'un agent indisponible pour les raisons précitées.

RAPPELLE que les recrutements des agents se feront par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

PRÉCISE que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

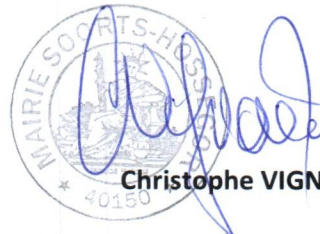
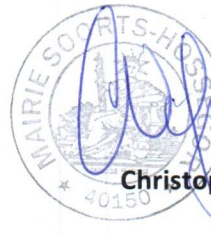
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 19 janvier 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 11 décembre 2023

Objet : Marché public de travaux pour le marché de travaux pour la sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la volonté du Conseil Municipal de sécuriser les modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor.

Vu la consultation s'y rapportant comme suit : dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « Landespublic » le 9 octobre 2023, l'annonce a été publiée sur le site internet de la mairie et sur le BOAMP le 10 octobre 2023, Marchés Online le 11 octobre 2023 et le Moniteur le 20 octobre 2023.

Vu le marché composé de 2 lots comme suit :

Lot 1 : VOIRIES, EAUX PLUVIALES et SIGNALÉTIQUE

Lot 2 : ESPACES VERTS

Vu le registre des dépôts clos le 9 novembre 2023 à 10h00 comportant les offres des entreprises suivantes :

▣ **Lot 1 VOIRIES, EAUX PLUVIALES et SIGNALÉTIQUE**

COLAS, LAFITTE TP, SN LAUSSU ET SOUBESTRE

▣ **Lot 2 ESPACES VERTS**

BEVER, FLORIPARC, ID VERDE, LAFITTE PAYSAGE et POIT GREEN

Considérant que, les offres suivantes sont les mieux disantes en application des critères énoncés dans le règlement de consultation, à savoir :

▣ **Lot 1 VOIRIES, EAUX PLUVIALES et SIGNALÉTIQUE**

LAFITTE TP

▣ **Lot 2 ESPACES VERTS**

BEVER

DÉCIDE

Article 1 : Après négociations, de retenir les offres des entreprises listées ci-dessous pour les montant suivants :

Pour le lot 1 : Entreprise LAFITTE TP

1 791 781 .80 € H.T

Pour le lot 2 : Entreprise BEVER

110 733.52 € H.T

Article 2 : De signer les marchés et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

Article 3 : Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DÉPARTEMENT DES LANDES

Décision du maire du 4 décembre 2023

Objet : Salon du Livre : budget prévisionnel et sollicitation de subventions.

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 26 qui lui confie pour la durée du présent mandat, la délégation suivante : « De demander à tout organisme financeur, dans la limite d'un montant de 500 000 euros par projet, l'attribution de subventions »

Considérant l'avis de la commission municipale « Culture »,

DÉCIDE

Article 1 : de définir le plan de financement prévisionnel comme suit :

DEPENSES		RECETTES	
Budget Artistique	44 000,00 €	CNL	5 000,00 €
Rémunération artistes et intervenants	13 000,00 €	Département	7 000,00 €
Hébergement et transport	16 000,00 €	Macs	10 000,00 €
Restauration	15 000,00 €	Région	10 000,00 €
Budget Technique	19 700,00 €		
Matériel et prestations	14 500,00 €	Commune	67 200,00 €
Sécurité et gardiennage	3 200,00 €	Autofinancemen t	
Frais de personnel technique	2 000,00 €		
Communication	16 000,00 €		
Création et impression de documents	6 000,00 €		
Prestations de diffusion et publicité	8 000,00 €		
Autres : photos et vidéos	2 000,00 €		
Frais Administratifs	19 500,00 €		
Frais de personnel administratif	15 000,00 €		
Fournitures, timbres, missions, ...	4 500,00 €		
Total =	99 200,00 €	Total =	99 200,00 €

Article 2 : de solliciter les partenaires financiers (Région Nouvelle-Aquitaine, Département des Landes, Communauté de communes MACS et CNL) pour l'obtention de subventions et tout autre partenaire financier qui souhaiterait soutenir l'organisation de ce 26^{ème} Salon du livre.

Article 3 : les crédits seront votés dans le cadre du budget primitif 2024.

Article 4 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 5 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,
Christophe VIGNAUD